ECONSTOR
Make Your Publications Visible.

A Service of
ZBW
Leibniz-Informationszentrum Wirtschaft
Leibniz Information Centre for Economics

Kohnert, Dirk

Preprint

Des dictatures ouest-africaines « éclairées » contestées par la capture de l'État ? Perspectives du Bénin, du Togo et du Sénégal

Suggested Citation: Kohnert, Dirk (2022) : Des dictatures ouest-africaines « éclairées » contestées par la capture de l'État ? Perspectives du Bénin, du Togo et du Sénégal, Zenodo, Genève, https://doi.org/10.5281/zenodo.7186582 , https://zenodo.org/records/7186582

This Version is available at:
https://hdl.handle.net/10419/301049

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/

WWW.ECONSTOR.EU

Mitglied der Leibniz-Gemeinschaft

Des dictatures ouest-africaines « éclairées » contestées par la capture de l'État ? Perspectives du Bénin, du Togo et du Sénégal

Dirk Kohnert [1]

« *la vérité vous rendra libres* » [2]

Source: *agenzia fides*, Cotonou

Résumé: Le nationalisme populiste est en hausse en Afrique subsaharienne. Selon l'orientation politique, elle est à la fois renforcée et confrontée par les réseaux sociaux et les mouvements sociaux. Le nationalisme cimente également la domination de longue date des régimes autocratiques en Afrique de l'Ouest, en particulier au Togo, au Bénin et au Sénégal. Soutenus par la marchandisation du système des partis, les autocrates ont mis en place un État fantôme. Ils utilisent le populisme pour étayer leur pouvoir illégitime et déstabiliser l'opposition. Internet et les médias sociaux jouent un rôle crucial dans la diffusion de fausses nouvelles par le biais de médias principalement contrôlés par l'État. L'Église catholique tenta aussi, sans grand succès, de contrer la vague de nationalisme. Au Bénin, par exemple, en 2019, les évêques de Cotonou ont appelé à "un jeûne sur les mensonges qui inondent et empoisonnent les relations interpersonnelles et sociales". À Lomé, la conférence des évêques a condamné la persécution systématique de l'opposition et l'arrestation de son leader, candidat à la présidence et ancien Premier ministre Agbeyome Kodjo. Le Sénégal, comme le Bénin, a longtemps été présenté comme une « vitrine de la démocratie » en Afrique, y compris la transition politique pacifique. Mais les choses ont radicalement changé avec l'élection présidentielle sénégalaise de 2019, qui a apporté de nouvelles configurations. L'un des principaux problèmes était la transhumance politique, élevée au rang de religion au mépris de la morale politique. Il menaçait la stabilité politique et la paix. En réponse, les réseaux sociaux de jeunes militants pour la plupart créés en 2011 après le printemps arabe se sont concentrés sur la campagne des électeurs de base pour la bonne gouvernance et la démocratie. Ils ont proposé de rompre avec un système politique qu'ils considéraient comme néo-colonialiste. Des militants comme « Y'en a marre » (littéralement « j'en ai marre ») et d'autres mouvements sociaux dissidents profitent des conditions sociales particulières du pays, qui favorisent l'action collective. Si le président Macky Sall optait pour un troisième mandat en 2024, cela poserait à nouveau un sérieux défi à la démocratie sénégalaise.
.

Mots-clés : Dictature, gouvernance, autocratie, captation de l'État, dévolution du pouvoir, multipartisme, mouvement social, médias sociaux, Afrique de l'Ouest, Afrique subsaharienne, Afrique francophone, Bénin, Togo, Sénégal, Études africaines

JEL-Code: F22, F24, F35, F51, F 52, F54, H11, H75, K16, K24, K33, K38, N17, N37, N47, O17, O57, Z13

---

[1] Dirk Kohnert, expert associé, GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg. *Projet*:12 Octobre 2022.

[2] Appel des évêques pour le Carême : « Jeûnons du mensonge ». Source: Fides.org, consulté: 18 août 2022, © (tous droits réservés). '*agenzia fides*', organe d'information des Œuvres Pontificales Missionnaires depuis 1927.

1. Introduction

Le nationalisme populiste est en hausse non seulement en Europe, en Asie et en Amérique, mais aussi en Afrique. Cela soulève la question, pourquoi le « populisme » et pourquoi exactement maintenant ? Il convient de noter qu'il existe une différence cruciale entre les mouvements « populaires » et « populistes ». Ces derniers sont souvent nourris par des régimes « hybrides », mélangeant des formes de gouvernement démocratiques résiduelles avec un régime autoritaire et défiant ainsi également la démocratie constitutionnelle. Cette subversion de la démocratie se manifeste sous différentes formes organisationnelles, par ex. dans les mouvements sociaux, les partis politiques, le gouvernement et les régimes (Arato & Cohen, 2021). Il s'est répandu notamment en Afrique francophone. Peut-être que l'administration directe plus hiérarchisée dans les anciennes colonies françaises, contrairement à la règle indirecte en Afrique anglophone, ainsi que l'accrochage au franc CFA obsolète, ont facilité la montée du nationalisme populiste anti-français (Logez, 2021; Kohnert, 2018).

Au niveau régional, ni la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ni l'UEMOA ne veulent empêcher les dérives autoritaires qui sont à l'origine de la montée du nationalisme populiste. Ce dernier a été déclenché par la déception croissante des électeurs face à des élections qui n'étaient apparemment plus le « lieu de rencontre de la nation » dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (ASS) parce que les partis politiques n'ont pas réussi à jouer le rôle de freins et contrepoids crédibles, et ont ainsi provoqué la fatigue des électeurs (Logez, 2021).

Apparemment, ces institutions régionales étaient plus soucieuses de sauver les Présidents au nom de la « stabilité » dans la région que de la prévention des crises et de la démocratisation. Ceci d'autant plus, en raison du soutien continu des intérêts acquis du réseau informel d'intérêt français en Afrique, l'ignoble Françafrique, le réseau des « messieurs Afrique » en France et en Afrique. Dans le même temps, d'autres acteurs mondiaux comme la Chine et la Russie ont poussé leur impact sur le continent sans aucun intérêt pour la « démocratisation ». Au contraire, ils ont activement soutenu les autocrates et le clivage entre les dirigeants africains et les anciennes puissances coloniales, alimentant la rhétorique nationaliste de l'anticolonialisme, l'un des moteurs du nationalisme populiste (Logez, 2021). Cette dernière repose sur la défense de la souveraineté nationale contre l'impact de la mondialisation, la prétendue protection des « gens ordinaires » contre les élites et le rejet du multiculturalisme (Banégas, 2017; Logez, 2021; Kohnert, 2009).

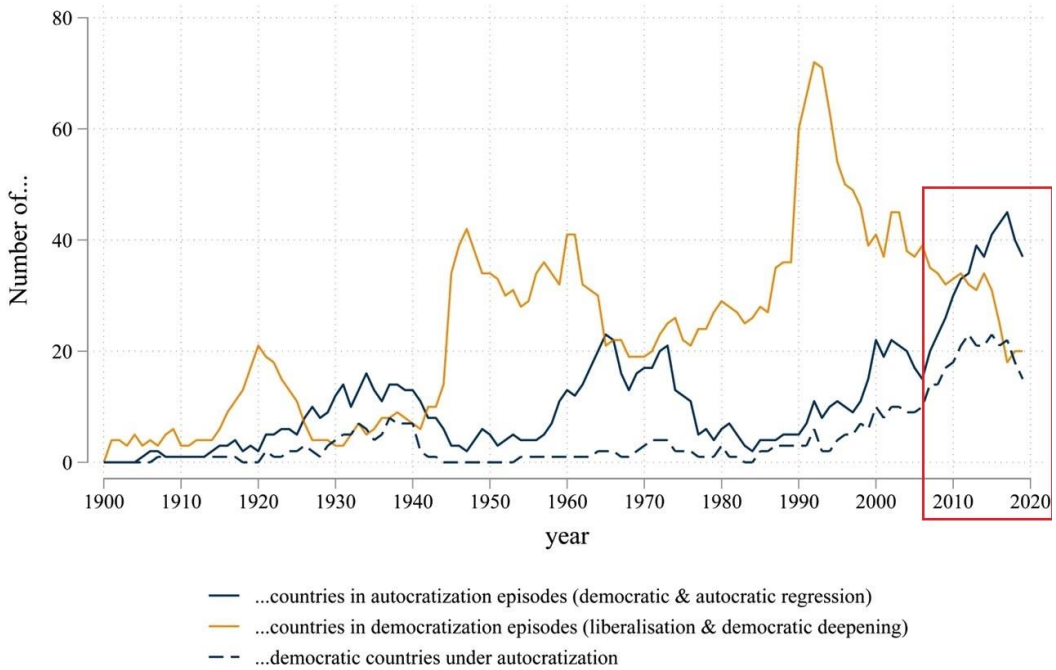
La rhétorique du nationalisme populiste tente de dominer toutes les sphères de la vie, y compris la publicité commerciale « patriotique » (Mapendano Byamungu, 2021). Il est étroitement lié à la marchandisation de la politique électorale, pas seulement parce que les chances des candidats augmentent avec leur richesse. Ainsi, le concept occidental de la gouvernance multipartite est devenu « l'arbre qui cache la forêt ». En ASS elle a dégénéré dans bien des cas en une farce qui ne garantissait plus l'effectivité du processus démocratique mais au contraire s'est glissée dans un instrument de légitimation de l'autoritarisme.

Les tendances ploutocratiques ont encouragé le développement de la captation de l'État (state capture), c'est-à-dire d'un État parallèle caché ou fantôme en introduisant de nouvelles agences aux prérogatives jusqu'alors inimaginables dépendant de la présidence. Achille Mbembe a créé le label de « gouvernement privé indirect » pour cette duplication des procédures et institutions étatiques et administratives, étroitement liées à l'intérêt des élites économiques (Mbembe, 2001; 1999; Logez, 2021). Selon Jean-François Bayart, il existe un lien étroit entre cette privatisation progressive de l'État et la rhétorique nationaliste agitée par

les populistes, comme celle « *d'Ivoirité* », d'abord utilisée par Henri Konan Bédié en 1995, de la « *Togolité* », employé par Gnassingbé Eyadéma (Kohnert, 2019a), ou « *Congolité* », présenté comme projet de loi à l'Assemblée nationale de Kinshasa (RDC) en juillet 2021 (Hugo, 2021). Aussi, l'exemple nigérian montre qu'en l'absence d'un alignement clair entre protectionnisme et libéralisme, le nationalisme pourrait l'emporter en cas de doute (Agwu, 2021).

Le rapport difficile du populisme au constitutionnalisme qui pourrait déboucher sur le nationalisme pose encore un autre problème, celui d'une délimitation entre le « populaire » et le « populiste ». Cela peut être pertinent non seulement pour la caractérisation d'un régime ou d'un gouvernement, mais aussi pour les partis politiques et les mouvements sociopolitiques. Dans le meilleur des cas, cela aurait pour effet de renforcer la pluralité des démocraties, et même de sauver certaines des idéologies hôtes les plus bienveillantes du populisme de gauche (Arato & Cohen, 2021). Ainsi, l'impact de la croissance rapide de la numérisation a accru le populisme pour les partis politiques de gauche et de droite (Güvercin, 2022; Kohnert, 2022).

Graph 1: « Recul démocratique mondial » [3]
(nombre de pays connaissant l'autocratisation et la démocratisation, 1990-2020)



Source: Boese & Lindberg & Lührmann, 2021 (reprinted in: Democratic backsliding, Wikipedia):

Une perspective historique peut aider à comprendre les dilemmes des intellectuels africains entre nationalisme et panafricanisme. Parce que le panafricanisme postcolonial, initialement destiné à dépasser les frontières nationales, a enraciné la crise de l'État-nation en Afrique. Le nationalisme, comme idéologie alimentant les luttes pour l'indépendance (Bah, 2019; Kohnert, 2009).

La thèse controversée de Francis Fukuyama sur la « fin de l'histoire », publiée en 1992, c'est-à-dire la représentation de la propagation mondiale des démocraties libérales et du capitalisme occidental comme la fin de l'évolution socioculturelle de l'humanité, s'est avérée être l'histoire elle-même. Même Fukuyama a dû réviser son hypothèse et examiner si la montée du

[3] Depuis 2010, le nombre de pays qui s'autocratisent (bleu) est supérieur à ceux qui se démocratisent (jaune).

nationalisme populiste refléterait simplement un « recul démocratique » ou une « récession démocratique » au sens de Larry Diamond, ou plutôt un déclin à long terme du modèle de démocratie libérale dans le monde (Fukuyama, 2018).

Mais au cours de la dernière décennie, les références démocratiques de nombreux gouvernements subsahariens se sont estompées. Depuis 2010 environ, le nombre de pays qui s'autocratisent était dans le monde supérieur à celui de ceux qui se démocratisaient (voir graphique 1). Selon l'indice de démocratie de l'EIU 2021, un total de 16 des 44 pays d'ASS ont affiché une baisse de leur score [4].

Pendant ce temps, la question semble être résolue par de simples faits. Un important recul démocratique a été observé dans le monde (voir graphique 1). De plus, dès le départ, les pays démocratiques résilients en Afrique subsaharienne (ASS) sont nettement moins nombreux que dans le reste du monde (voir graph 2). Quant à l'ASS, même d'anciennes « démocraties modèles » comme le Bénin et le Sénégal se sont transformées en « démocraties de façade » illibérales, voire en régimes et dictatures carrément autoritaires (Mounk, 2020). Au Togo et au Sénégal, un « coup d'État constitutionnel » du régime au pouvoir a ouvert un troisième mandat présidentiel aux titulaires, Faure Gnassingbé et Macky Sall (Logez, 2021) et, par conséquent, des perspectives de gouvernement à vie.

Une légitimation typique d'un changement de régime rampant par des dirigeants nationalistes populistes consiste à le dissimuler en assurant la protection de l'électorat contre les menaces d'infiltration culturelle par des étrangers qui mettraient en danger sa propre importance imaginaire. Cela se fait fréquemment en recourant à un passé idéalisé, le bon vieux temps, y compris la régression aux héros nationaux historiques. L'exemple le plus récent a eu lieu à Cotonou la capitale (informelle) du Bénin fin juillet 2022. Le président en exercice Patrice Talon a célébré, en présence d'anciens hommes d'État comme Nicéphore Soglo, l'inauguration grandiose des monuments de la fierté nationale, c'est-à-dire les plus grands que la nature statues dorées d'une amazone guerrière et de « Bio Guera », un « combattant pour la liberté et la dignité africaines » mort au combat contre les colonialistes Françaises dans le nord du Dahomey fin 1916 (voir ci-dessous, chapitre 2).

Les mouvements nationaux populistes africains, par exemple au Cameroun, exploitent et enflamment souvent l'ethnicité, remontant de préférence à la période précoloniale supposée glorieuse (Eyenga, 2017). Ainsi, le numérique devient de plus en plus un lieu d'expression publique et d'agence civique, mais aussi de propagande bon marché et de diffusion de fake news dans les réseaux sociaux populistes, même en Afrique subsaharienne (Kohnert, 2022). Ainsi, la citoyenneté est souvent « construite », et la politique d'appartenance utilisée comme une catégorie flexible exploitée. Elle est malléable, parfois même négociable, et les démagogues jouent avec elle, mais surtout, ils l'utilisent pour exclure les « étrangers » (Pype, 2021; Kohnert, 2009).

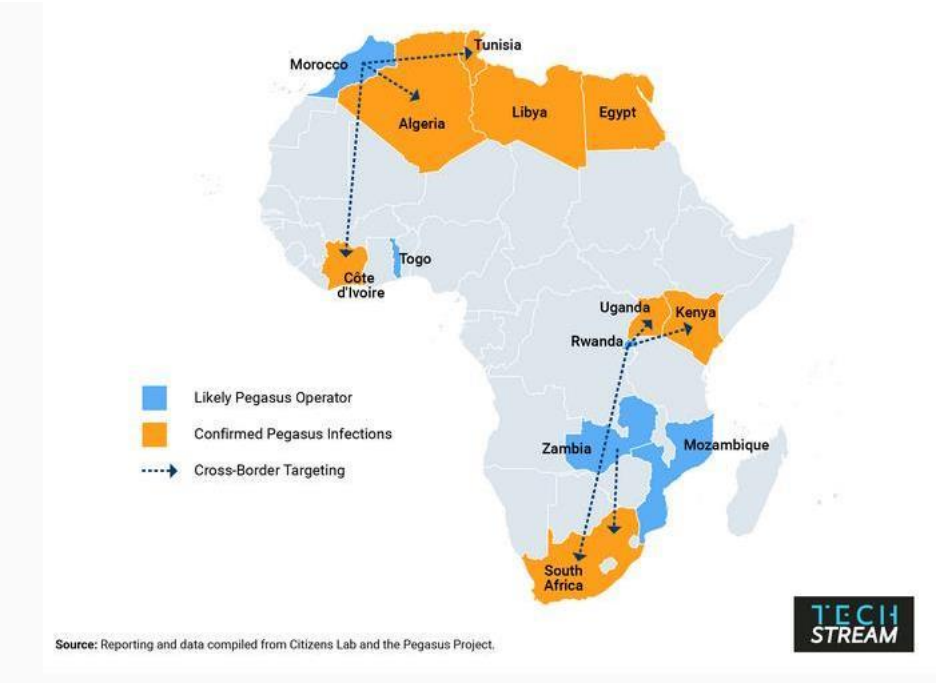
La diffusion de fausses nouvelles a été progressivement utilisée comme instrument de consolidation du pouvoir autocratique en Afrique de l'Ouest. L'augmentation du taux de pénétration d'Internet, de l'utilisation des smartphones et de l'internet mobile a été utilisée à la fois par les réseaux sociaux d'opposition et les partis au pouvoir. Cela a eu un impact sur le

[4] La baisse la plus brutale a inclus le Bénin (-0,39), (rang : 106 – en bas des « régimes hybrides », trois rangs au-dessus du seuil « autoritaire »). Le Sénégal est classé 88 (Régime hybride), et le Togo 136 (Autoritaire). Selon l'indice Démocratie-Dictature (à ne pas confondre avec « l'indice de démocratie » de l'EIU, compilé par l'Economist Intelligence Unit (EIU, Londres), les trois pays ont été classés comme suit : Bénin = « Démocratie présidentielle » ; Sénégal = « Démocratie semi-présidentielle », Togo = « dictature civile ».

processus de démocratisation comme au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et sur l'ordre politique dans ces pays en général (Gamai, 2022). Ainsi, la propagande et la diffusion de fausses informations n'avaient rien de nouveau. Il avait été utilisé systématiquement par les puissances coloniales et les régimes socialistes africains déjà avant l'invention d'Internet. En fait, les mécanismes de l'État fantôme reposent sur le manque de transparence et la surveillance par des réseaux occultes d'États et d'entreprises (Pype, 2021).

De plus, au moins dix gouvernements africains ont utilisé le célèbre *logiciel espion israélien Pegasus* développé par la société de technologie de surveillance israélienne, NSO Group, qui est une arme de choix pour les gouvernements répressifs selon la directrice d'Amnesty International, Agnès Callamard (Kodjani, 2021) ; Dadoo, 2021). A savoir, le Botswana, la RDC, l'Egypte, la Guinée Equatoriale, le Kenya, le Maroc, le Rwanda, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe. Selon un autre rapport du récent rapport du Citizen Lab de l'Université de Toronto, intitulé « *Running in Circles* », qui a enquêté sur l'espionnage numérique contre la société civile, 25 gouvernements dans le monde, y compris en Afrique, ont utilisé un autre outil développé par la société de télécommunications israélienne « *Circles* », qui est vendu uniquement aux États-nations (Dadoo, 2021). Aussi le gouvernement au Bénin a été accusé d'utiliser le service de l'espionnage israélien. Un franco-israélien, Didier Sabag, dirigeant la société Sapna Ltd. était soupçonné de faire l'intermédiaire (Touré, 2021).

Graph 2: Infections, utilisateurs et cibles transfrontalières
du logiciel espion « *Pegasus* » en Afrique



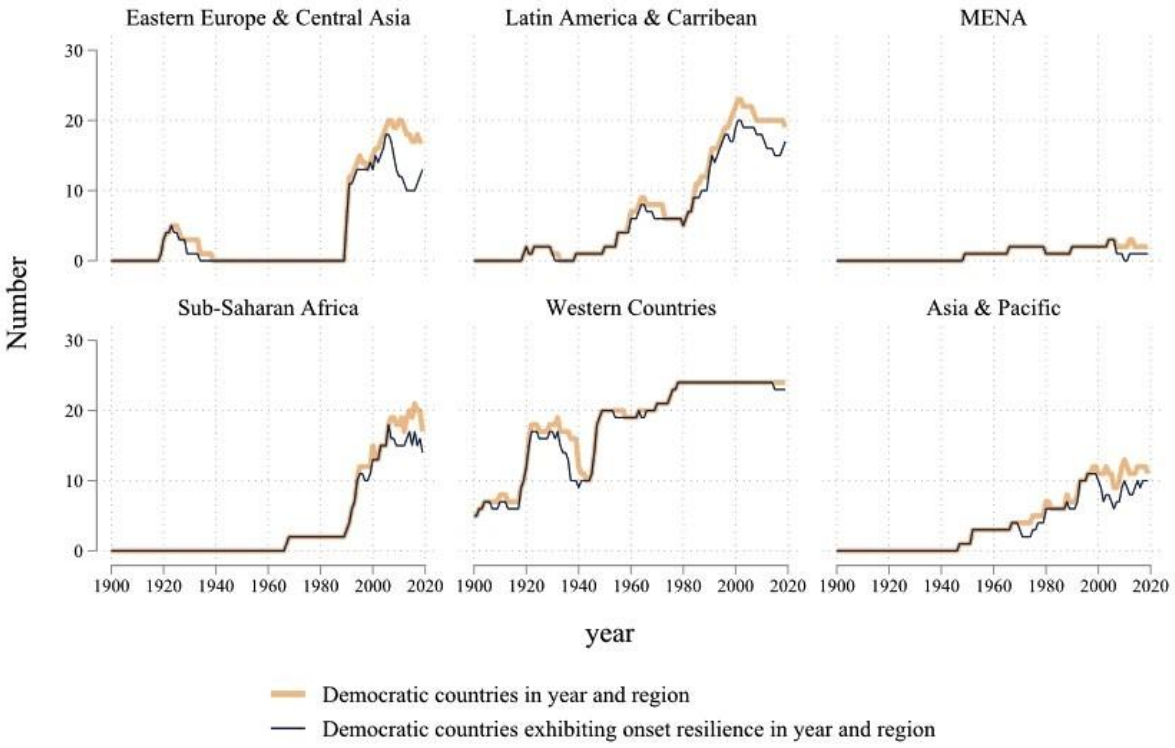
Source: Allen & La Lime, 2021 © (tous droits réservés)

En septembre 2022, la presse a révélé que le Ghana, par ailleurs salué comme le modèle de démocratie africaine, faisait partie des 26 pays du monde qui avaient acheté le logiciel espion *Pegasus* au groupe israélien NS0 dans des conditions douteuses pour espionner les communications privées des individus (Dadoo, 2022). En décembre 2015, la société privée Infralocks Development Limited (IDL), enregistrée à Accra, avait signé un contrat de 5,5 millions de dollars avec le groupe NSO pour acheter *Pegasus*. IDL a ensuite vendu *Pegasus* au régulateur des télécommunications du Ghana, la National Communications Authority (NCA). Ni le groupe NSO, ni les responsables du ministère israélien de la Défense, qui

accorde les licences d'exportation pour *Pegasus*, n'ont vérifié si IDL était un revendeur *Pegasus* reconnu. En mai 2020, la Haute Cour d'Accra a statué que l'achat de *Pegasus* était illégal et non autorisé (Dadoo, 2022). Aussi, les exemples du Bénin, du Ghana et du Sénégal, qui sont discutés ci-dessous, montrent la stratégie croissante que les gouvernements ainsi que les politiciens d'opposition et les partis politiques adoptent, i.e. une stratégie de mobilisation des réformes juridiques à travers les mouvements sociaux devant les tribunaux régionaux et sous-régionaux africains. Cela peut être un moyen efficace et important d'orchestrer stratégiquement l'attention des médias nationaux et internationaux. Ainsi, les justiciables peuvent exercer une pression extraordinaire sur les gouvernements nationaux pour qu'ils évitent de « nommer et dénoncer » (Akinkugbe, 2021). Dans le cas du Bénin, il y avait des raisons de douter que le principe d'équilibre et de séparation des pouvoirs prévaut encore. Au lieu de cela, la gouvernance s'est de plus en plus établie à travers le despotisme des textes et des lois et la rupture du dialogue au sein de la classe politique (Akueson, 2020).

Il existe différents concepts du despotisme éclairé, notamment la « dictature bienveillante », la « dictature civile » et enfin, mais non la moindre, la « dictature du développement ». Ce dernier concept a prospéré au début de la libération africaine et de l'indépendance nationale dans les années 1960. La « dictature du développement » était considérée comme une étape intermédiaire parfois nécessaire, aidant les États nouvellement indépendants à créer l'unité nationale par la construction de la nation et le développement (Kohnert, 2009).

Graph 3: Des pays démocratiques résilients dès le départ, 1990 - 2020
(pays ne connaissant pas d'autocratisation cette année-là dans différentes régions [5])



Source: Boese & Edgell & Hellmeier &. Maerz & Lindberg, 2021

Pourtant, le célèbre politologue et militant nigérian, feu Claude Ake et d'autres ont mis en garde d'évaluer les progrès des sociétés africaines par des indicateurs démocratiques formels.

[5] MENA fait référence aux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Ils ont alternativement suggéré d'évaluer la véritable valeur socioculturelle des mouvements de protestation populaire par son impact positif ou négatif sur la conscience sociétale et l'imaginaire politique, sur leur capacité à imaginer de nouvelles visions de la démocratie et du développement pour les gens ordinaires (Polet, 2016).

Selon des enquêtes périodiques d'Afrobaromètre, la plupart des Africains soutiennent la démocratie comme type de régime politique préféré. De grandes majorités rejettent également les régimes autoritaires alternatifs tels que la dictature présidentielle, le régime militaire et le gouvernement à parti unique. Pourtant, il existe des différences transnationales et intra-nationales considérables dans la demande de démocratie (voir graph 4). La plus forte demande de démocratie – pas nécessairement de démocratie à l'occidentale – se produit dans les centres urbains, parmi l'élite éduquée et les jeunes. De plus, en moyenne, les femmes africaines sont nettement moins susceptibles d'exiger la démocratie que les hommes (Mattes & Bratton, 2016; Mattes, 2019).

Les régimes autoritaires électoraux hybrides sont le type de régime le plus courant en Afrique subsaharienne depuis la fin de la guerre froide (Morse, 2019). Récemment, Yonatan Morse a introduit une distinction stimulante entre les régimes électoraux autoritaires « tolérants » et « répressifs ». Pour être clair, les autocraties tolérantes sont néanmoins des autocraties, et aucune « tolérance » envers l'opposition politique ne doit être confondue avec la démocratisation (Morse, 2019; Bogaards, 2020).

Cartoon 2 : « *Un lourd fardeau* »
Afrique : la simplification est parfois un masque d'ignorance [6]

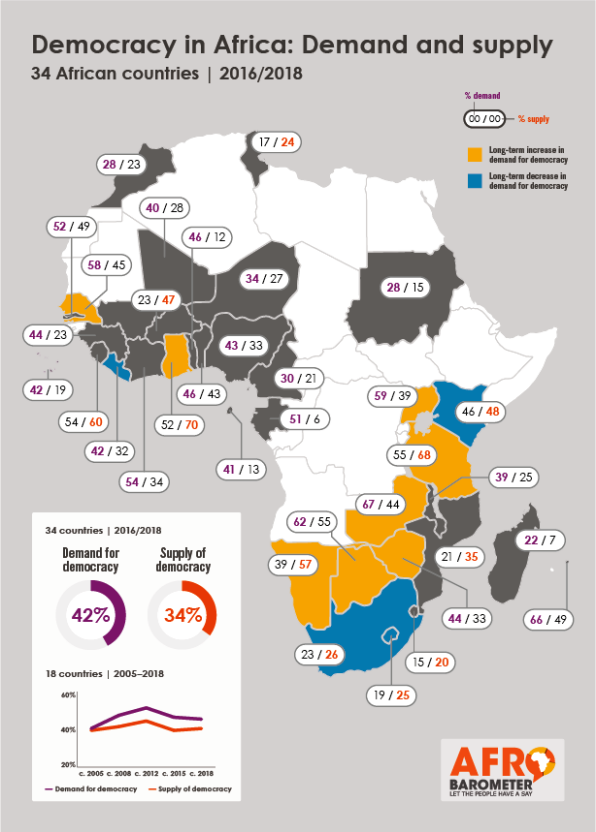
Source: Moya, 2021

Pourtant, les régimes autocratiques peuvent être différenciés, selon Morse, en fonction du degré d ' « engagement crédible » des partis au pouvoir, par ex. concernant la compétitivité, la transparence et la légalité du processus de nomination des candidats, ainsi qu'une large incorporation sociale. Pourtant, bien que ces attributs soient rares en ASS, l'investissement dans la construction des partis est payant. Cela peut conduire dans le cas des partis au pouvoir dominants à long terme à la lassitude des électeurs et à une quasi-tolérance de l'hégémonie au niveau national (Morse, 2019 ; Weghorst, 2020), comme dans le cas du Togo.

[6] Caricature : « Un lourd fardeau », le Congolais Junior Heritier Bilaka illustre l'influence des puissances occidentales sur les politiciens africains (Braun & Pinto, 2013). © (tous droits réservés).

Néanmoins, ces régimes multipartites autoritaires, qui ne sont pas dotés de partis crédibles, doivent maintenir leur emprise sur le pouvoir à la dure, par la répression, la corruption, le népotisme et le clientélisme, ce qui, même d'un point de vue machiavélique, ne peut pas être durable (Morse, 2019; Bogaards, 2020). Ceci est d'autant plus vrai que les preuves empiriques existantes contredisent le modèle de prédiction positive du concept de « dictatures du développement » (Olson, 1993). Des analyses scientifiques ont révélé que, dans le monde entier, dans 92 pays étudiés en 2015, la dictature a eu un effet négatif sur le développement économique, tel que mesuré par l'indice de développement humain (IDH). En revanche, le passage d'une dictature extrême à une démocratie idéale augmenterait l'IDH de 17 % (Khan & Batool &Shah).

Graph 4 : Démocratie en Afrique : demande et offre
(34 pays africains enquêtés en 2016/2018)



Source: Afrobarometer, Mattes, 2019

En bref, il semble que les concepts d'absolutisme éclairé ou de 'dictature bienveillante' aient de nouveau gagné du terrain, tant au sein de l'ASS qu'au-delà, même aux États-Unis et en Europe. Par exemple, la Grande-Bretagne, ainsi que d'autres États industrialisés occidentaux comme Israël et le Danemark, ont tenté d'envoyer leurs immigrants indésirables au Rwanda, salué comme une démocratie durable respectant les droits humains fondamentaux. Les autocrates comme le président rwandais Paul Kagame, sont-ils aujourd'hui politiquement et socialement acceptables dans le monde occidental comme au temps de la guerre froide ? Et se pourrait-il que ces autocrates créent un « État de l'ombre » en étroite collaboration avec les élites économiques nationales et étrangères, comme dans les temps anciens de la Françafrique, désormais étendue à l'ensemble de l'ASS ? Se pourrait-il que la société civile, représentée par les mouvements sociaux et les médias, crée une « pluralité de démocraties » en transformer le multipartisme conventionnel par des projets multiples et complémentaires dans la politique, l'économie et la culture, et en renouvelant ainsi les processus de

démocratisation en ASS, comme le suggèrent Arato et Cohen dans une publication récente (Arato, Andrew & Jean L. Cohen (2021)? Telles sont les questions auxquelles l'analyse suivante tente de répondre, en prenant trois exemples d'un cas de l'Afrique francophone, le Bénin, le Sénégal, tout deux prétendument anciens des « démocraties modèles » africaines, et le Togo qui avait été salué pendant la guerre froide comme la « Suisse de l'Afrique » comme exemples.

2. Le Bénin : de la démocratie modèle au nationalisme autocratique

Bénin se classe parmi les pays d'ASS qui ont le plus reculé, à savoir le Bénin (-0,39), avec la Guinée (-0,80), le Mali (-0,45), le Congo (Brazzaville, -0,32) et l'Angola (-0,29). Le Bénin a été déclassé en raison de ses élections de plus en plus douteuses, de l'exploitation d'un système judiciaire biaisé et de règles électorales sur mesure pour l'élection présidentielle de 2021 par le président, Patrice Talon, afin d'exclure des challengers crédibles pour rester au pouvoir. Talon et son parti avaient introduit un nouveau « système de parrainage », ce qui signifie dans la pratique qu'aucun candidat fort de l'opposition n'était autorisé à se présenter. Des membres éminents de l'opposition ont ensuite été arrêtés et emprisonnés (UE, 2022). Déjà deux ans auparavant, le gouvernement Talon avait drastiquement restreint l'éligibilité des partis politiques aux élections législatives de 2019, avec pour effet que seuls deux partis pro-gouvernementaux avaient pu se présenter, et tous les partis d'opposition en étaient exclus. (Kohnert & Preus, 2019). En février 2019, la Cour constitutionnelle de Cotonou a statué que les partis devaient présenter un « certificat de conformité », délivré par le ministère de l'Intérieur, en plus des documents à soumettre à l'autorité électorale. À la suite de l'examen des candidatures par l'autorité électorale, seuls deux partis avaient été retenus (Kohnert & Preus, 2019). Par conséquent, lors des dernières élections locales du 17 mai 2022 également, les partis d'opposition ayant été empêchés de se présenter aux élections législatives (Preuss, 2020a).

Caricature 3 : *Bénin : Crise électorale le serpent de Talon… ?*

Source: Evariste Amouzouvi Folly, sur Twitter, 14 mars 2019 [7]

[7] Evariste Amouzouvi Folly, alias « Aeffolly », est un dessinateur de renom, labellisé « le Plantu Béninois » (RFI-2019) en référence au célèbre dessinateur français Jean Plantureux (nom de plume : « Plantu », © (tous droits réservés)

2.1 La montée du nationalisme populiste et l'emprise de l'État au Bénin

En Afrique de l'Ouest et au-delà, on observe les signes d'un nationalisme autoritaire. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à Banjul a demandé à la Côte d'Ivoire et au Bénin de suspendre les jugements et les mandats d'arrêt contre les oppositionnels Guillaume Soro et Sébastien Ajavon. En réponse, les deux pays se sont retirés en avril 2020 du protocole instituant la CADHP, dénonçant l'ingérence de la Commission dans leurs affaires intérieures. Toujours au Burkina Faso, en Guinée, au Niger, des réformes ploutocratiques similaires, censées améliorer les processus électoraux en luttant contre l'inflation du nombre de partis politiques, en réalité, permettent surtout aux dirigeants de disqualifier leurs opposants ou de se débarrasser des vieilles gardes politiques. De fait, le populisme et le nationalisme devenaient l'un des ressorts de cet autoritarisme (Hugo, 2021).

Plus récemment, la campagne populiste du Président béninois Talon en recourant au héros national Bio Guera, a culminé dans l'appel de guerre : « *Je suis Bio Guera* ». Talon a ainsi récupéré la renommée d'un guerrier anticolonial du nord du Bénin contre le colonialiste Français pendant la Première Guerre mondiale pour la légitimation de son propre régime autocratique, à l'occasion de l'inauguration d'un immense monument du combattant de la liberté le 30 juillet 2022 à Cotonou, à côté de trois autres monuments de fierté nationale, une statue d'une guerrier amazone et un monument en l'honneur des patriotes du pays, en présence de son entourage diplomatique, dont l'ancien Président Nicéphoe Soglo (Sokegbe, 2022).

Cartoon 4 : « *Cette belle statue sera pour nous* » [8]

Source : *24 heures sur Bénin*, 20 août 2022

Patrice Talon est un riche homme politique et homme d'affaires béninois qui est Président du Bénin depuis le 6 avril 2016. En tant que Président, il a pris le contrôle de la Cour constitutionnelle, dont il nomme les membres. Il est actuellement présidé par l'un de ses anciens ministres et son ancien avocat personnel. Tout cela a permis à Talon de restreindre les droits humains de l'opposition en excluant l'opposition des élections législatives et présidentielles de 2019 et 2021 et de restreindre le droit de grève (Lepidi & Kpatindé, 2021; Kohnert & Preuss, 2021). La participation aux élections législatives de 2019 est tombée à

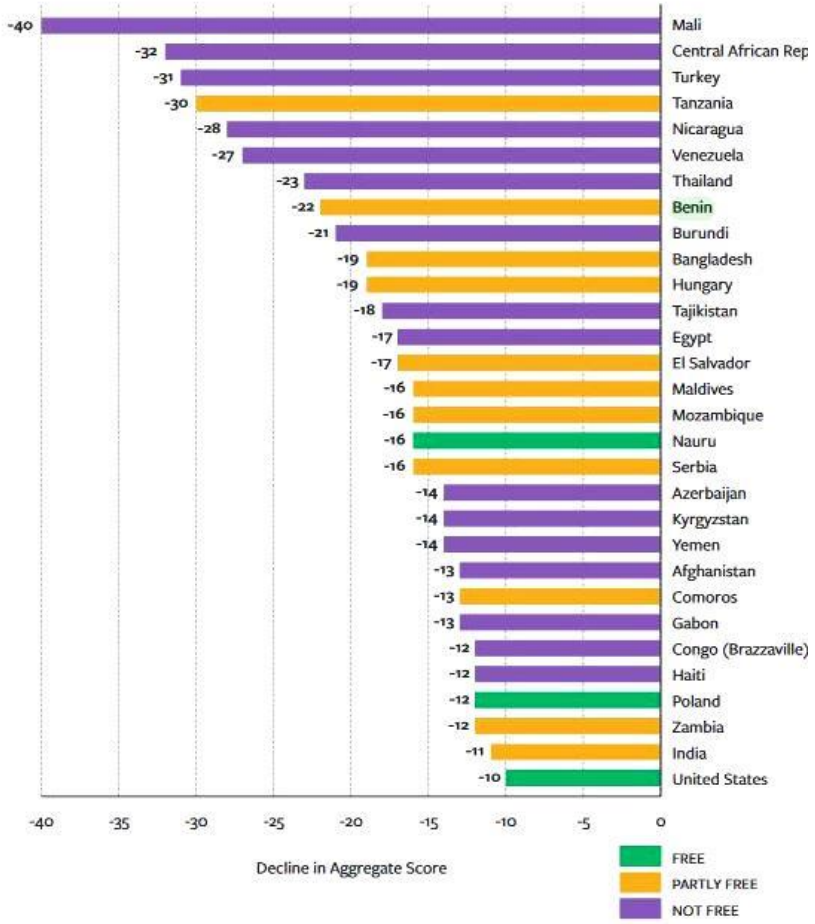
[8] Caricature sur le règne autocratique au Bénin : « *Cette belle statue sera pour nous* » -- référence ironique à l'érection de monuments nationaux impérieux pour glorifier le nationalisme au Bénin en 2020. - Bénin : Le monument Bio Guéra inauguré à l'aéroport Bernardin Gantin. *ActualitésSociété*. Par Léonce Adjevi, *Le Matinale*, 30 July 2022. © (tous droits réservés).

23%, contre près de 75 % en 2015, la plus faible participation de l'histoire du pays (Kpatindé, 2019a).

Depuis la présidence de Patrice Talon en 2016, le recours à la justice pour attaquer ses opposants politiques s'est accru. Les nouvelles règles électorales ont pratiquement exclu tous les partis d'opposition des élections législatives de 2019. Les restrictions sévères aux libertés civiles, y compris la fermeture d'Internet, et la violence policière contre les manifestants ont augmenté. Par conséquent, Freedom House a déclassé le Bénin comme « partiellement libre » avec un score de 65/100. Ainsi, le Bénin a compté parmi les pays avec les plus fortes baisses sur 10 ans au monde de -22 en score agrégé (Graph 5).

Au Bénin, les procès des opposants par la justice partiale s'enchaînent et les verdicts sont lourds. L'ancien ministre de la Justice, Reckya Madougou, dont la candidature à l'élection présidentielle du 11 avril 2021 avait été rejetée auparavant, a été condamné en décembre 2021 à vingt ans de prison pour terrorisme, quatre jours après la condamnation du professeur de droit Joël Aïvo à dix ans en prison pour « blanchiment d'argent » et « atteinte à la sûreté de l'Etat » par la controversée Cour de Répression des Infractions économiques et du Terrorisme (Criet), nouvellement créée en juillet 2018. Quatre autres prévenus jugés dans cette affaire ont été punis de la même peine, un autre a été acquitté. Déjà en 2018, Sébastien Ajavon, opposant l'arrivé troisième à la présidentielle de 2016, avait été condamné à vingt-cinq ans de prison pour « trafic de stupéfiants » et « usage de faux et escroquerie » (Kpatindé, 2019a).

Graph 5 : Fortes baisses de liberté sur 10 ans, 2012 à 2022



Source: « Freedom in the World, 2022 : L'expansion mondiale du régime autoritaire », Freedom House, 2022

Le 29 mars 2019, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples à Arusha (Tanzanie) a dénoncé les exactions qui éloignent le pays de l'Etat de droit (Kpatindé, 2019; Lepidi & Kpatindé, 2021).

En mars 2020, la Cour constitutionnelle de Cotonou a notifié à l'Union africaine son retrait du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (dit « Charte de Banjul ») instituant une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Ce retrait a marqué un recul dangereux et une régression importante en termes de protection des droits humains en bloquant l'accès direct des individus et des ONG à la Cour africaine selon Amnesty International (PPLAAF, 2022). En ce qui concerne l'opposition croissante à son régime, Talon a dû s'appuyer encore plus sur son ancien garde de sécurité de confiance. En avril 2022, il a reconduit le général Soumaïla Yaya à la tête du directeur de la police pour deux ans faute de successeur au poste suite à un scandale sur les passeports de complaisance. Il a également promu son ancien chef d'état-major militaire, Bertin Dada, qui a joué un rôle central dans la répression policière juste avant l'élection présidentielle de 2021. De plus, les tendances ploutocratiques ont encouragé le développement de la captation de l'État, c'est-à-dire un État parallèle ou fantôme, introduisant de nouvelles agences avec des prérogatives jusqu'alors inimaginables dépendant de la présidence, comme également au Bénin. Ces interactions ont gravement nui au bien-être des producteurs et des consommateurs en affectant la structure du marché.

Un exemple remarquable a été cité par Canen et. al. (2021). En mars 2020, le maire et le responsable des marchés publics de la commune de Péhunco dans le département de l'Atakora au nord du Bénin ont délibérément privilégié l'entreprise « *Logic* » par rapport à une autre (ECBEM) dans les contrats d'aménagement et de bitumage de Djougou-Pehunco -Route du coton Kérou-Banikoara. Ce dernier a été financé par la BAD (BAD, 2018) et visait à redynamiser et rendre plus compétitive la filière coton au Bénin. Les responsables n'ont pas vérifié l'éligibilité de « *Logic* », n'ont pas abordé son retard à fournir les informations nécessaires et ont ouvertement souhaité accorder le marché à « *Logic* » en échange de pots-de-vin (Canen & Ch & Wantchekon, 2021). Le développement institutionnel du Bénin a facilité le clientélisme et le favoritisme en faveur des intérêts acquis de la classe étatique et des groupes commerciaux stratégiques rivaux, marchandant pour le butin de l'augmentation de l'aide au développement et de l'utilisation privée des ressources des collectivités locales (Kohnert & Preuss, 1992). Bien que, théoriquement, une augmentation de la concurrence électorale par des élections libres et équitables soit corrélée à des formes plus directes de capture de l'État en raison de la plus grande incertitude des candidats des partis à gagner, il existe des exceptions. Par exemple, si l'incertitude électorale ne se traduit pas par le bien-être des consommateurs, ce qui a été plutôt la règle que l'exception en ASS, les citoyens pourraient préférer les autocrates qui promettent des politiques qui leur profitent, comme dans le cas de Talon. Cependant, l'accaparement croissant de l'État, qui pourrait s'accompagner de régimes autocratiques, pourrait miner la confiance des citoyens dans la démocratie et la montée du populisme. (Canen & Ch & Wantchekon, 2021). L'indice de perception de la corruption, 2021 du secteur public, tel que mesuré par Transparency International, a classé le Bénin 78e sur 180, c'est-à-dire parmi les pays perçus comme les plus corrompus, avec un score de 42/100 et une légère tendance à la baisse (-5 places par rapport à 2020; PPLAAF, 2022).

Il a été créé au moins trois organisations non gouvernementales quasi autonomes (Quangos) destinées à contrôler et à combattre toutes les formes de corruption, y compris le détournement de fonds publics, les délits illicites, le trafic d'influence, la contrefaçon et

l'impunité, comme le « Front des Organisations Nationales contre la Corruption » (FONAC), « l'Observatoire de Lutte Contre la Corruption » (OLC) et « Social Watch Benin » (PPLAAF, 2022). Cependant, dans la pratique, ce sont plutôt des « canards boiteux ».

L'État de l'ombre au Bénin

Dans le cas du Président Talon, la capture de l'État était évidente sans aucun doute. En fait, il a été l'un des principaux auteurs. Cela a été facilité par son excellente intégration dans le tissu socio-politique de l'élite politique et commerciale béninoise, y compris des contrats gratifiants qui ont fait de lui l'un des magnats les plus riches d'Afrique subsaharienne francophone (Kpatindé, 2019 ; Lepidi & Kpatindé, 2021). En 2008, il obtient un contrat gouvernemental pour la reprise des 10 usines d'égrenage encore sous contrôle de l'État, ce qui fait du groupe Talon *de facto* un quasi-monopole dans la filière coton. De plus, il a pris le contrôle du marché lucratif du gouvernement pour le programme de vérification des importations (PVI). La captation de l'État a déjà commencé au cours de sa carrière en tant que banquier financier en chef de l'ancien président Thomas Boni Yayi, finançant ses campagnes électorales lors des élections présidentielles de 2006 et 2011, lorsque Yayi Boni a été réélu.

Aux côtés de Talon, Aliko Dangote, un magnat des affaires, milliardaire nigérian et la personne la plus riche d'Afrique, la personne noire la plus riche, et la 75e personne la plus riche du monde, a eu une influence décisive sur l'administration et les politiciens de l'État béninois. Le groupe Dangote est l'une des plus grandes multinationales d'Afrique, la plus grande société industrielle du Nigéria et l'un des principaux producteurs et négociants de sucre, de ciment et de farine, y compris des opérations internationales au Bénin. En mars 2022, le gouvernement a annoncé qu'il prévoyait de construire une nouvelle grande cimenterie d'ici 2026, éventuellement en coopération avec les Chinois. Il devait utiliser les gisements calcaires locaux pour produire 5 000 t/jour de clinker avec une capacité de production de ciment de 1,6 Mt/an. Les ventes de ciment ont augmenté de 30 % de 2016 à 2021 avec une tendance à la hausse (Global Cement staff, 2022).

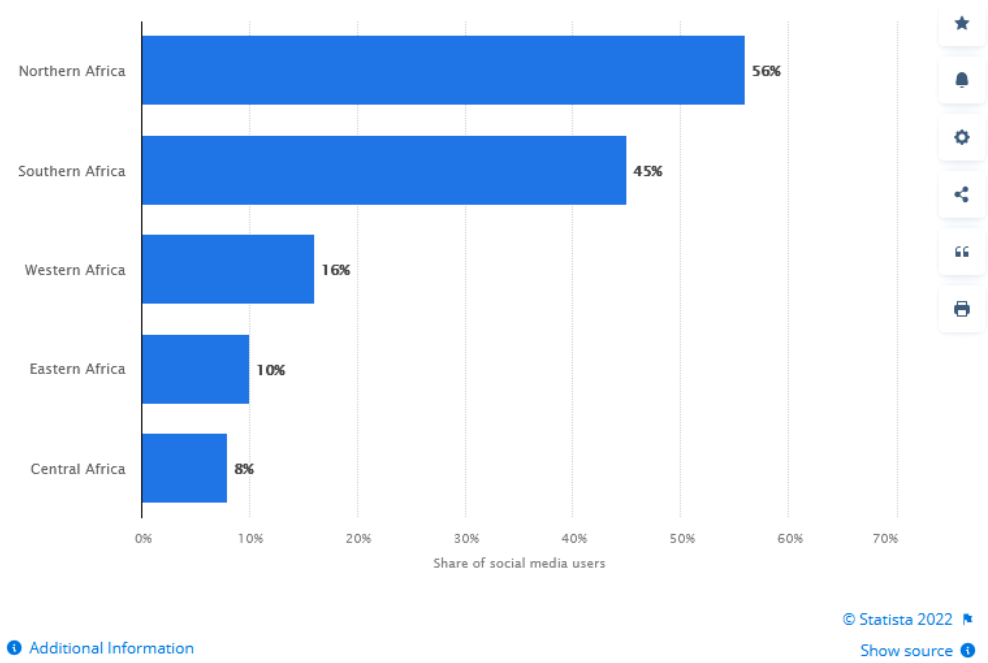
Dangote Cement du Nigéria, produit entre autres à l'usine d'Ibese au Nigeria à seulement 30 km de la frontière béninoise. Pourtant, jusqu'à présent, il lui était interdit d'approvisionner le marché béninois. Premièrement, parce que Cotonou avait privilégié les contrats avec des partenaires chinois, et deuxièmement, à cause de la corruption généralisée des douanes béninoises qui a retardé la livraison (GhanaWeb, 2021). Mais pendant ce temps, le ciment Dangote représente 60 % des exportations vers le Bénin (Agha, 2021). Cependant, l'importation de Dangote Cement au Bénin était soumise à une taxe spéciale, introduite en 2019, prétendument à l'initiative de Talon. Dangote était ami avec un autre riche homme d'affaires béninois, Sébastien Adjavon, qui était le concurrent politique le plus féroce de Talon. Adjavon a été à la tête du Conseil national du patronat du Bénin (CNP-Bénin) de 2012 à 2020, mais n'a pas pu terminer son mandat. En raison des persécutions politiques, il a dû s'exiler en France (Preuss, 2019).

Une analyse empirique récente a fourni des preuves d'une relation étroite entre les intérêts commerciaux, les contrats clientélistes et la captation de l'État au Bénin. De toute évidence, les politiciens du pays étaient affiliés à des entreprises. Cela a affecté la structure sous-jacente au sein de laquelle les contrats clientélistes avec les agents politiques ont été conclus. Au fur et à mesure que l'incertitude électorale diminuait, les entreprises comptaient moins sur des formes plus directes de captation gouvernementale, y compris le clientélisme ou le contrôle des processus de recrutement bureaucratiques locaux. D'autre part, cela impliquait qu'une

augmentation de l'incertitude électorale, qui s'élève c. p. pour une amélioration de la consolidation démocratique, a été minée par des intérêts commerciaux (Ch & Hounkpe & Wantchekon, 2019).

Un autre outil utilisé pour consolider le pouvoir autocratique de Talon a été la diffusion systématique de fausses nouvelles. L'instrumentalisation d'informations trompeuses, présentées comme des nouvelles, a eu une histoire ignoble au Bénin. Ainsi, les jours peu glorieux du « Marxisme-Béninisme » sont encore rappelés et populairement ridiculisés. Ce dernier constituait une sous-forme idéologique grossière du « Marxisme-Léninisme », introduit par feu le dictateur Mathieu Kérékou dans les années 1970 (Ngokwey, 1994).

Graph 6 : Pénétration des médias sociaux en Afrique en 2022, par région



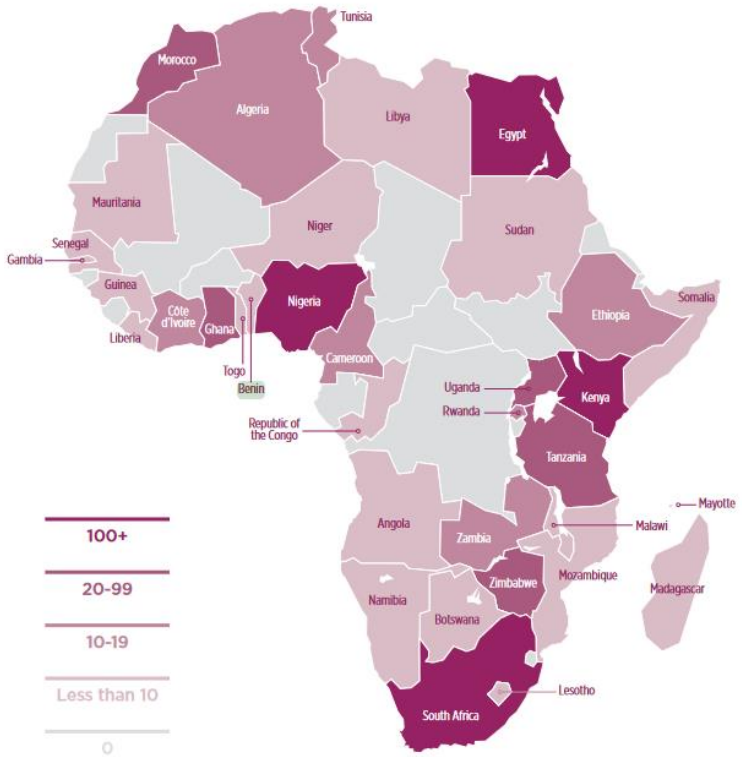
Source : Statista.com

Aujourd'hui, les fake news ont une nouvelle qualité, surtout depuis la généralisation de l'accès à internet et aux smartphones et la déferlante des réseaux sociaux au Bénin. Il est facile à manipuler et a déjà eu de graves répercussions sur la paix, la cohésion nationale et le calme de la population. Au cours des dix dernières années, par exemple, les élections au Bénin ont été marquées par des tensions politiques et sociales, fomentées par de fausses nouvelles qui ont provoqué des déplacements de population et contribué à l'éclatement de violences meurtrières (Gamai, 2022). Selon le Centre pour la démocratie et le développement (CDD - Afrique de l'Ouest) à Abuja, depuis une dizaine d'années, un nouveau groupe d'agents sociaux propageait de fausses nouvelles. Ils comprennent des militants du Web, comme des influenceurs et d'autres célébrités d'Internet, utilisant des plateformes de médias sociaux comme Facebook (78 % de part de marché en Afrique en 2022), YouTube, (11 %), Twitter, (6 %), Instagram (3 %), WhatsApp, TikTok, etc., qui a dominé l'opinion et trouvé ses échos même hors ligne. Cependant, l'utilisation d'internet est très inégale selon les régions (voir graph 7). Au Bénin, avec une population estimée à 12,6 millions, 3,8 millions utilisaient internet, dont 1,7 million

d'abonnés Facebook en avril 2022, soit une pénétration internet de 30 % avec un taux de croissance de 25 % entre 2000 et 2021 [9].

Les fausses nouvelles ont été particulièrement virulentes en période d'élections et de crises politiques, sanitaires et sécuritaires, par exemple au zénith de la pandémie de COVID-19 au Bénin. Les auteurs de la désinformation étaient principalement des politiciens et des influenceurs, s'appuyant sur deux principaux canaux de diffusion, les médias sociaux et le ouï-dire (Akeke, 2022). L'adoption du Code du numérique en juin 2017 a apporté de nouvelles entraves à la liberté d'expression, interdisant certains médias d'opposition et encourageant les pratiques de censure (PPLAAF, 2022). De plus, la dépendance technologique croissante de l'Afrique vis-à-vis des installations technologiques étrangères telles que l'intelligence artificielle (IA) et les centres de données transnationaux a eu des conséquences négatives cruciales dans les domaines économique, politique et social. Cela pourrait provoquer de nouvelles formes de cyber-colonisation postcoloniale (Badaoui & Najah, 2021; Kohnert, 2022).

Graph 7 : Nombre de plateformes numériques actives en Afrique
(à partir de janvier 2021)
)



Note: includes North Africa

Source: The mobile economy: Sub-Saharan Africa, 2021, GSMA

[9] Internet Users Statistics for Africa. (Utilisation d'Internet en Afrique, statistiques démographiques 2022 et abonnés Facebook). Internet World Stats.

Graph 8 : Tendances des abonnés mobiles et de la technologie mobile dans les pays de la CEDEAO, 2020 à 2025

Source: The mobile economy: Sub-Saharan Africa, 2021, GSMA

2.2 Perspectives des mouvements sociaux béninois

Le Bénin est entré dans l'histoire en devenant le premier pays africain à réussir la transition de la dictature à un système politique pluraliste en renversant un dictateur militaire avec des moyens démocratiques civiques. La résistance de la société civile au recul démocratique mené par les élites a abouti en février 1990 à une Conférence nationale souveraine soutenue et organisée par des représentants de toutes les classes sociales, professions et religions (Kohnert & Preuss, 2019; Kohnert & Preuss, 1992). Comme à la suite des Conférences nationales souveraines à Lomé et dans d'autres capitales d'Afrique francophone au début des années 1990, il avait également été informé par l'histoire de la Révolution française (c'est-à-dire les derniers États généraux de l'absolutisme français) (Kohnert, 2021). Pourtant, les récentes vagues de recul démocratique en ASS ont suggéré que l'autonomie de la société civile vis-à-vis des partis politiques, qui jusque-là avait été considérée comme un facteur clé de la capacité de la société civile à défier les mouvements autocratiques, ne fonctionnait plus. Néanmoins, les mouvements de protestation liés aux batailles constitutionnelles au Bénin et au Sénégal ont révélé une mobilisation distincte entre les mouvements et un large éventail d'acteurs de la société civile impliqués dans les manifestations (Rakner, 2021).

Les groupes d'intérêts politiques et sociaux du Bénin sont nombreux, même si toutes les couches sociales ne sont pas également représentées. Les principaux acteurs sont les trois syndicats étudiants (FNEB, UNEB et UNSEB) et le mouvement syndical, restreint à représenter la main-d'œuvre relativement faible du secteur formel, c'est-à-dire principalement les employés du secteur public. De plus, l'Église et les intellectuels catholiques, la presse privée indépendante et la diaspora comptent parmi les leaders d'opinion significatifs. Ensemble, quoique relativement hétérogènes, elles constituent une « alternative politique organisée » (Banégas, 2003). En conséquence de la restriction du droit de grève par le gouvernement, validée par Cour constitutionnelle en juin 2018, la position de négociation des syndicats a considérablement diminué. Les élections syndicales le 24 janvier 2021 indiquent que seuls trois syndicats et confédérations étaient encore représentatifs. Le Cstb, dirigée par le Secrétaire général Kassa Mampo, est la plus représentative en termes de défense des droits de classe ouvrière dans le secteur public. Elle avait gagné pour la troisième fois. La Cosi-Benin vient en deuxième position. La Csa-Benin occupe la première place dans le secteur privé. Les syndicats sont votés pour les cinq prochaines années (Janviergbedo, 2021).

Les petits commerçants du secteur informel ont des associations dont les représentants négocient directement avec le gouvernement (BTI-Bénin, 2021). Il existe encore une multitude de partis politiques. Cependant, la plupart des plus petits les partis ont un parti-pris urbain défini et sont souvent un spectacle de recherche de rente d'une personne. Il en va de même pour les nombreuses ONG qui sont pour la plupart dépendantes de l'aide au développement et susceptibles d'être cooptées par des acteurs politiques. Alors que les acteurs de la société civile jouaient autrefois un rôle de surveillance, ils ont été de plus en plus cooptés par le gouvernement (BTI-Benin, 2021).

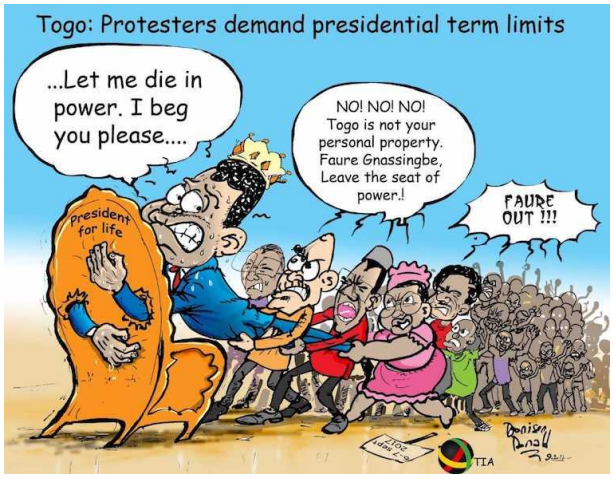
Les mouvements sociaux du Bénin sont actifs principalement dans les centres urbains du Bénin. Notamment, plusieurs associations et mouvements de femmes ont également été actifs dans la protestation contre le harcèlement politique et socio-économique des dernières décennies, comme Thérèse Wahounwa, une icône des mouvements sociaux des années 1990 au Bénin, toujours active en tant que présidente du Comité national des revendeurs et artisans du Bénin (Conarab) et co-organisant des marches de protestation contre le gouvernement Talon (BBC, 2018).

D'autres exemples de protestation socio-économique incluent la grève de 3 jours des responsables des tribunaux, d'écoles et d'hôpitaux au début de 2018. Les participants ont appelé à l'abrogation d'une loi qui supprimerait leur droit de grève dans plusieurs secteurs, notamment l'armée, la police, la justice et la santé. La loi avait été adoptée par le Parlement, mais a été révoquée peu de temps après par la Cour constitutionnelle (Bachabi, 2018). Dans le passé, divers secteurs de l'administration publique ont observé des grèves générales ou partielles, la plupart du temps avec succès, ce qui a montré la force et l'activité des syndicats béninois. En juillet 2018, une nouvelle taxe sur les réseaux sociaux, instaurée par le gouvernement, a dû être supprimée en raison d'une forte pression de la population, qui considérait la mesure comme une restriction de leur droit légitime de critique du gouvernement (BTI-Benin, 2021).

3. Togo : le régime autocratique le plus ancien d'ASS

Le clan Gnassingbé a établi le régime autocratique le plus ancien d'Afrique subsaharienne (ASS). Il dirige le pays depuis 1967. Dans le monde entier, seule la dynastie dirigeante de la Corée du Nord détient le pouvoir exécutif depuis plus longtemps. Les demandes de changement personnel et politique étaient un problème majeur entre le gouvernement et ses challengers. Le bilan du gouvernement en matière de droits humains s'est amélioré, mais reste médiocre. Malgré des améliorations indéniables de la structure économique des pays et du cadre des principales institutions du régime, la démocratie reste loin d'être établie. Au mieux, le régime pourrait être considéré comme une dictature « éclairée ». Cependant, la communauté internationale, notamment les pairs africains du Togo, l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UEMOA ont suivi une approche de laissez-faire dans l'intérêt de la stabilité régionale et de leurs intérêts nationaux respectifs dans leurs relations avec le Togo.

Caricature 5 : Togo: les manifestants exigent des limites au mandat présidentiel [10]



3.1 La montée du nationalisme populiste et l'emprise de l'État au Togo

Un patriotisme de base est observable chez la grande majorité des citoyens togolais depuis des générations. Par exemple, des dates et des événements particuliers de l'histoire du pays (par exemple, le jour de l'indépendance, le championnat de football) sont inscrits dans la mémoire collective. La Fédération Togolaise de football (FTF)) est l'instance dirigeante du football au Togo. L'équipe nationale de football du Togo a suscité l'attention internationale lorsqu'elle a participé pour la première fois à la Coupe du monde 2006 en Allemagne, bien qu'elle ait perdu tous les matchs de son Groupe mondial de la FIFA (G) contre la Corée du Sud, la Suisse et la France. Le footballeur le plus renommé du Togo, Emmanuel Adebayor, qui a joué pour les clubs anglais Arsenal, Manchester City, a été élu footballeur africain de l'année 2008 alors qu'il jouait à Arsenal. Il a représenté l'équipe nationale du Togo à la Coupe du monde de football 2006 en Allemagne. C'était la première apparition du pays, et à ce jour la seule, à la Coupe du monde.

Cependant, le sentiment d'appartenance nationale est souvent atténué par des clivages intra-ethniques et régionaux. Les tensions entre groupes ethniques, qui remontent au passé colonial du Togo, jouent encore un rôle considérable dans la limitation de l'égalité d'accès aux autorités publiques rémunératrices et stratégiquement importantes, favorisant ainsi le népotisme et compromettant la bonne gouvernance. Cela vaut particulièrement en ce qui concerne le clivage entre les Kabyé du nord du Togo, la patrie du clan Gnassingbé, qui domine la politique et les services de sécurité du Togo, et les Ewé économiquement plus puissants du sud du Togo. L'absence de consensus sur les repères nationaux à ce jour peut être un indicateur de la consolidation déficiente du Togo en tant qu'État-nation fonctionnel. Un exemple de nationalisme intéressé comprend les appels des élites commerciales, comme l'influent « Nana-Benz », à limiter l'accès au marché pour les « étrangers » (notamment les petits commerçants chinois). Ce sont les commerçantes de tissus politiquement influentes de Lomé, qui, dans les années 1970, ont gagné plus de revenus que l'industrie du phosphate. Ces élites commerciales ont de plus en plus critiqué l'augmentation de la concurrence « déloyale »

[10] « À contre-courant. Le dirigeant togolais Gnassingbé résiste aux appels à la limitation des mandats présidentiels ». Source : Aklassou-Gana Kossi, alias « Donisen Donald », dessinateur togolais, 2018. © (tous droits réservés).

à laquelle elles sont confrontées de la part des petits commerçants chinois et nigérians, souvent accusés de trafic de drogue (Kohnert, 2021).

L'appel à de prétendues traditions africaines et à un héritage culturel commun sacré a souvent servi dans les années 1970 principalement à redéfinir ou à inventer cette tradition afin de créer les « nations » en tant que « communautés imaginées » (Anderson 1991, voir aussi Fardon 1996) et d'assurer la domination des élites au pouvoir. Des exemples négatifs peu glorieux à cet égard ont été l'idéologie de l'authenticité dans les années 1970 et 1980 sous la dictature de Mobutu et d'Eyadéma au Zaïre et au Togo respectivement. Pour les prédécesseurs d'Eyadéma, Sylvanus Olympio et Nicolas Grunitzky, le choix avait été clair. Olympio, qui a choisi plus d'indépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale française, a été assassiné en janvier 1963 par Gnassingbé Eyadéma qui a usurpé la présidence en 1967. Le successeur d'Olympio et demi-frère, Nicolas Grunitzky, étiqueté en langue vernaculaire « l'homme de France », qui vient de propager un Le « nouveau Togo », continue de s'appuyer sur la France (Agbévé & Blanco 2021).

Outre les anciennes puissances coloniales et de nouveaux acteurs mondiaux comme les États-Unis et l'Union soviétique, ils ont activement contribué à la propagation du nationalisme et du régime autocratique dans le cadre de la guerre froide. Ainsi, ils ont sapé le projet d'édification de l'État national des peuples nouvellement indépendants d'Afrique subsaharienne de trois manières (Kohnert, 2008): Premièrement, en combattant des dirigeants nationaux qu'ils n'aimaient pas précisément en raison de leurs politiques axées sur l'autonomie nationale. Des exemples remarquables ont été la déposition et l'assassinat du premier Premier ministre librement élu du Congo, Patrice E. Lumumba (1961), du premier président du Togo, Sylvanus Olympio (1963) et du chef de la lutte de libération de la Guinée Bissau, Amilcar Cabral (1973). Deuxièmement, la création de nations indépendantes a été limitée par la promotion d'un régime autocratique et d'économies rentières à la suite des intérêts des grandes puissances dans le pillage des ressources de l'Afrique pendant la guerre froide. Malgré la rhétorique du contraire, des systèmes politiques illégitimes ont émergé à cet égard, qui ont entravé plutôt que favorisé l'édification de la nation. Troisièmement, l'édification d'une nation indépendante a été entravée par l'expansion des structures néocoloniales de dépendance économique et culturelle, qui ont radicalement restreint la réflexion sur les propres systèmes de savoir africains et la liberté de création. Cela comprenait des décennies d'une politique commerciale inégale et injuste de l'UE envers l'Afrique (Kohnert, 2009a), une politique d'ajustement structurel néolibérale erronée du FMI et de la Banque mondiale et, enfin et surtout, une politique d'aide au développement, guidée par la théorie de la modernisation qui justifiaient des transferts de technologie descendants inappropriés dans le cadre de l'aide au développement (Bierschenk et al. 1993). Dans l'ensemble, cela a renforcé les antagonismes sociaux entre les pauvres et les riches à l'intérieur ainsi qu'entre les pays africains (Kohnert, 2008).

Au Togo, l'édification nationale authentique et autodéterminée du peuple a été empêchée par le despotisme sans scrupules de la famille Gnassingbé (Eyadéma et son fils Faure). Le recours à l'édification de la nation a surtout servi de prétexte pour consolider le régime autocratique personnel. Cela comprenait l'instrumentalisation des religions africaines et des systèmes de croyances occultes par les pouvoirs en place pour des chasses aux sorcières à motivation politique, comme l'a démontré le régime d'Eyadéma et son étrange culte du leadership (Toulabor 1986; Kohnert, 1997). Des autocrates africains comme Eyadéma semblent avoir utilisé ces instruments de manière particulièrement habile et peu scrupuleuse (Schatzberg 1993: 448-450; Toulabor 1986: 124-131).

La légitimation de son régime par l'occulte était basée sur des campagnes de propagande bien planifiées pour renforcer le charisme personnel de l'autocratie. Si la prétention à la légitimité était ainsi liée à certains dirigeants présentés comme uniques, elle ne se limitait pas à cette personne. Il était inextricablement lié au clan et au régime de ces dirigeants, c'est-à-dire à l'appareil d'État qui garantissait effectivement leur domination, analogue à l'État fasciste du régime hitlérien. Même si le culte de la personnalité était généralement orchestré à l'avance et mis à jour périodiquement, il serait faux de supposer que l'instrumentalisation de l'occulte s'est faite de manière purement machiavélique sans son propre souci intérieur. Des potentats comme Eyadéma étaient eux-mêmes irrémédiablement empêtrés dans la logique de la magie et de la sorcellerie et agissaient en conséquence en élargissant leur légitimation-culte de la personnalité, tel « l'Eyadémaïsme » (voir Toulabor 1986 : 124-131, 133-229; Ellis 1993). Le successeur d'Eyadéma, son fils Faure Gnassingbé, a étudié l'économie et a obtenu une maîtrise en administration des affaires de l'Université George Washington à Washington, DC. De retour au Togo, il s'est impliqué dans la gestion des affaires commerciales du clan Gnassingbé, en tant que conseiller financier à son père jusqu'au décès d'Eyadéma en 2005 (« Faure Gnassingbé », Encyclopedia Britannica).

L'État fantôme au Togo

Sous le règne d'Eyadéma, les chefs traditionnels, qui avaient encore un rôle crucial à jouer dans la politique informelle au niveau local, et les syndicats ont été incorporés au régime Gnassingbé, tandis que le secteur administratif était doté de partisans du parti au pouvoir (RPT, et son successeur UNIR). Les grandes entreprises d'État ont servi pendant des décennies de réservoirs de clientélisme politique. L'opposition était systématiquement exclue, et même les entreprises privées étaient sous le contrôle du RPT. Bien que Faure Gnassingbé ait tenté de prendre ses distances avec son père, se présentant comme un réformateur, il ne pouvait prendre le risque de s'aliéner les mécènes de l'ancien régime (voir ci-dessous; Osei, 2018).

Une analyse récente des entrepreneurs togolais et de la reproduction des hiérarchies politiques et sociales a montré que ces entrepreneurs favorisent la perpétuation des hiérarchies de classe, d'âge, et parfois aussi de genre, ainsi que la préservation du régime politique. Bref, les entrepreneurs agissaient dans un « capitalisme de connivence » qui nécessitait une proximité avec le pouvoir politique. Le phénomène du « capitalisme de copinage » a été amplifié par l'absence de changement politique et par la corruption et le népotisme endémiques pendant cinq décennies (Vampo, 2021).

En avril 2018, le quotidien français Le Monde a révélé des détails sur un autre scandale de corruption. Apparemment, le clan Gnassingbé a été interrogé par la justice française dans le cadre de l'affaire Bolloré. Le célèbre magnat français Vincent Bolloré, membre éminent de la Françafrique, un réseau néocolonial des élites politiques et commerciales en France et en Afrique francophone (Kohnert, 2022a), avait été soupçonné d'avoir obtenu des concessions portuaires à Lomé par des services sous-facturés (800 000 €, pour seulement 100 000 €) apportée par l'agence de publicité internationale Havas (dépendance à 60 % de Bolloré jusqu'en 2017, puis vendue à Vivendi) pour aider Faure Gnassingbé élu en 2010. Le 26 février 2021, Bolloré a plaidé coupable de corruption active (Kohnert, 2021).

Le réseau d'élite de Bolloré et du président Faure Gnassingbé est étroitement lié, notamment en raison de l'aide des trois sœurs qui appartiennent à la famille élargie Lawson, une famille royale d'Aného, autrefois un important port d'exportation d'esclaves sur la côte néerlandaise des esclaves, appelé « Petit-Popo »), au Togo. Tout d'abord, Cina Lawson, jeune universitaire

brillante proche du président, qui la nomme en 2010 ministre de l'Économie numérique et de la Transformation. Elle a grandi à Paris en tant que fille d'immigrés togolais qui avaient fui le Togo, car son père s'était opposé au régime de Gnassingbé. En tant que ministre de l'Économie numérique, elle a mis en place avec succès deux projets en 2018: *Eco CCP* (un compte d'épargne mobile rémunéré, permettant à tout possesseur d'un téléphone portable d'ouvrir un compte bancaire en quelques secondes) et *AgriPME* (un porte-monnaie électronique pour les agriculteurs qui a révolutionné le versement de subventions gouvernementales aux agriculteurs togolais les plus vulnérables, leur permettant de recevoir des fonds directement dans leur porte-monnaie électronique pour acheter des engrais) (HKS, 2022). Elle a également supervisé la privatisation de Togo Telecom. Sa sœur, Cathia Lawson-Hall, est cadre supérieure du groupe de médias Vivendi de Bolloré, attribuant des contrats de fibre optique et de fourniture de services Internet. Par ailleurs, elle est directrice non-exécutive de l'Agence française de développement (AFD), l'un des principaux fournisseurs d'aide au développement et à la sécurité du Togo. La troisième sœur, Sonia Lawson, a également des liens étroits avec le clan Gnassingbé. Elle est PDG de l'hôtel de luxe Sarakawa à Lomé (Weir & Vescovacci, 2022)

Cependant, l'accord avec Vincent Bolloré a été annulé par le juge de Paris en 2021, qui a jugé que l'infraction était trop grave pour justifier un plaidoyer de culpabilité et une amende. Après tout, cela tolérerait la capture de l'État par le tout-puissant groupe Bolloré, ses vassaux et alliés politiques comme Jacques Dupuydauby, un magnat français tout aussi bien connecté du réseau postcolonial Françafrique. Lui, et le notoire Charles Debbasch, assistés de leur allié local Charles Kokoufi Gafan, qui a épousé l'une des filles du président Faure, ont collaboré étroitement pour collecter des pots-de-vin et des affaires de Dupuydauby et de bien d'autres au Togo, pour distribution au Président Eyadéma, sa famille et entourage. Bolloré et Dupuydauby considéraient apparemment le Togo comme leur chasse-gardée (fief) personnel. Le président et sa famille élargie, les membres clés de son entourage, politiciens, policiers et militaires, ils ont tous bénéficié de toutes sortes de pots-de-vin, d'emplois ou d'opportunités commerciales préférentielles que l'État pouvait accorder (Weir & Vescovacci, 2022).

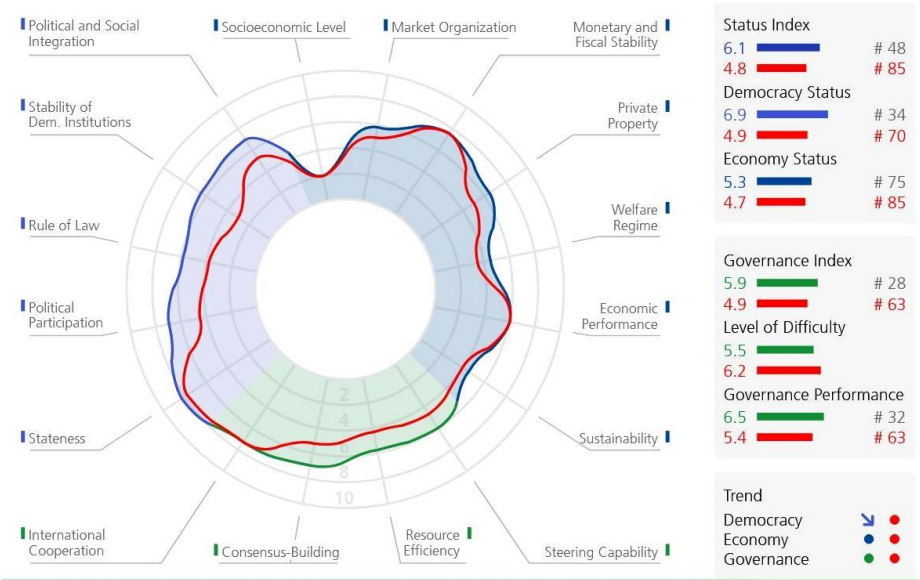
Cependant, lorsque Bolloré a assuré son principal butin, le terminal à conteneurs en eau profonde de Lomé, il a évincé Dupuydauby et est resté le principal agent de l'empire mondial de la logistique et des médias, le groupe Vivendi, investissant dans la fibre optique, la fourniture de services Internet et d'autres nouvelles médias numériques, avec GVA-Togo comme filiale locale (Weir & Vescovacci, 2022). Un sort similaire est arrivé au demi-frère du président togolais, Kpatcha Gnassingbé. Sous le règne de son père, Eyadéma, il a dirigé le port franc de Lomé et a été ministre de la Défense et ministre de l'Intérieur. Cependant, lorsque son père est décédé en 2005, les frères se sont disputés au sujet de la primauté et Kpatcha a perdu. Il a été accusé dans des conditions douteuses de tentative de coup d'État et condamné à 20 ans de prison. En juillet 2013, la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a révélé des actes de torture infligés à Kpatcha Gnassingbé et à ses codétenus. Bien que gravement malade, il reste toujours en prison.

Le 19 octobre 2020, le président a réorganisé son « cabinet de cuisine », c'est-à-dire son équipe de proches collaborateurs informels qui constituait de fait un État fantôme. À côté de sa vieille garde de conseillers spéciaux [11], Faure Gnassingbé s'est entouré de nouveaux

[11] La « vieille garde » des conseillers comprenait le frère de Faure, Amah Gnassingbé, ancien deuxième vice-président du parti de l'opposition UFC, qui avait accepté en 2006 un poste au gouvernement en tant que ministre d'État. Aussi le mal famé avocat français, feu Charles Debbasch (1937-2022), qui aurait joué un rôle crucial dans le « coup d'État constitutionnel » par lequel Faure Gnassingbé a succédé à son père Eyadéma, a joué un rôle crucial ainsi que Barry Moussa Barqué et Koffi Sama. En octobre 2020, Carlos Lopes, dit être l'un des principaux artisans du Plan national de développement (PND) du Togo, rejoint l'équipage des conseillers seniors

conseillers jeunes et discrets. D'abord, Sandra Ablamba Johnson, elle avait rang de ministre en tant que nouvelle secrétaire générale de la présidence et a remplacé Patrick Daté Tévi-Benissan, décédé le 2 septembre 2021. Elle dirigeait également le cabinet civil du chef de l'État depuis que Victoire Tomegah Dogbe était promu au bureau du Premier ministre. Ainsi, elle a été récompensée pour avoir contribué à la bonne réalisation des réformes qui ont permis la progression spectaculaire du Togo dans les classements 2019 et 2020 des rapports « Doing Business » de la Banque mondiale. Deuxièmement, Kouessan Yovodevi. En tant que nouveau directeur de la communication à la présidence, ce journaliste formé à l'Institut supérieur de la presse, à Lomé, devait restructurer la communication gouvernementale. Troisièmement, Komlan Adjitowou, qui a pris la tête du cabinet militaire du Palais. Il était l'ancien chef d'état-major adjoint des Forces armées togolaises, élevé au rang de général en 2018. Le quatrième nouveau conseiller était Djibril Mohaman Awalou, qui a agi en tant que coordinateur national pour la gestion de la réponse au COVID-19. Il a été professeur des universités et directeur central du service de santé des armées et de la clinique médico-chirurgicale (prétendument proche des militaires) de la clinique Sylvanus-Olympio CHU de Lomé.

Graph 9: Rapports nationaux BTI 2022 Togo + Bénin, comparés



Source: Bertelsmann Transformation Index (BTI), BTI Transformation Atlas, 2022

En 2022, une nouvelle enquête Afrobaromètre révélait une fois de plus que les Togolais préféraient l'alternance au pouvoir après plus de 50 ans d'autocratie Gnassingbé. En outre, deux Togolais sur trois préfèrent la démocratie multipartite à toute autre forme de gouvernement, et notamment, ils rejettent la dictature. Pourtant, seul un tiers des Togolais étaient satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans le pays. En 2021, la révélation de l'utilisation massive du logiciel espion israélien « Pegasus » par les services de sécurité pour espionner les opposants au régime Gnassingbé, traités comme des criminels a montré les limites de « l'autocratie éclairée » au Togo (Châtelot, 2021). Mais la population avait également eu peu de confiance dans l'opposition amèrement divisée (Combey, 2022). En

à la retraite de renommée internationale de Faure Gnassingbé, comme Tony Blair, Dominique Strauss-Khan et Lionel Zinsou. Lopes, est un économiste du développement bissau-guinéen et ancien secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA, 2012-2016). Par ailleurs, en juin 2020, Lotfi Bel Hadj, essayiste, économiste et homme d'affaires franco-tunisien, est devenu le communicant du Togo. Après avoir vu une partie de ses opérations de marketing politique en ligne dévoilées le mois dernier par le célèbre think-tank américain Atlantic Council, le communicant franco-tunisien a signé des contrats de communication et d'influence avec la présidence togolaise (Kohnert, 2021).

outre, les organisations de la société civile faiblement développées n'ont pas été en mesure de présenter des alternatives durables. Néanmoins, le pays a mieux fait face à la crise du COVID-19 que ses pairs en Afrique de l'Ouest, notamment en raison de sa forte orientation régionale vers l'exportation et de l'augmentation des revenus du port en eau profonde de Lomé, la plaque tournante commerciale se classant au premier rang en Afrique de l'Ouest (Preuss, 2022).

3.2 Perspectives des mouvements sociaux togolais

Avec le deuxième vent de changement en Afrique (1989 à 1995) (Engel et al., 1996), déclenché par l'effondrement de l'Union soviétique, le renouveau démocratique des sociétés africaines a commencé au début des années 1990, lorsque les organisations de la société civile (OSC) champignonné. Selon des estimations informées, environ 41% de la population était organisée dans l'une ou l'autre des OSC. Déjà en 2012, il existait environ 2 000 OSC togolaises, dont seulement 325 étaient des ONG officiellement enregistrées. De nombreuses OSC étaient couvertes par les organisations génératrices d'emplois et de revenus de leurs fondateurs (appelées « ONG-valises »). Leurs activités étaient principalement concentrées sur la capitale Lomé et les régions du sud du Togo. Leurs groupes cibles, en particulier les pauvres et les défavorisés, y compris les femmes, se voyaient rarement accorder des droits adéquats de participation ou d'autodétermination.

Cependant, il existe une poignée d'OSC qui sont encore influentes, viables et indépendantes et opèrent à l'échelle nationale. Il s'agit notamment de l'ACAT-Togo (« Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture »), lauréate du prix des droits de l'homme de la République française en 1997, de la « Ligue togolaise des droits de l'homme » (LTDH) et de la GF2D (« Groupe de Réflexion et d'Action Femmes, Démocratie et Développement ») géré par Kafui Adjamagbo-Johnson concerné par les droits des femmes et l'impunité. Certaines de ces organisations coopèrent avec des partis politiques dans de vastes mouvements antigouvernementaux, comme le Collectif Sauvons le Togo (CST). Cependant, la pandémie de COVID-19 au Togo a également gravement affecté les activités des OSC. Les défis les plus courants ont été la perte de financement, ce qui a paralysé les opérations. La réduction du financement a également entraîné des changements opérationnels et structurels majeurs et l'incapacité de mettre en œuvre les activités du programme en raison des mesures préventives du gouvernement contre la pandémie (Kohnert, 2021).

Une étude sur les mouvements sociaux au Togo, publiée en 2013, a recensé une trentaine de mouvements sociaux. Elle définit huit types différents de mouvements sociaux qui ont marqué l'histoire sociale du Togo entre 1990 et 2013 : démocratie, étudiants, femmes, migrants, journalistes et écologistes, transporteurs et mouvements syndicaux (Abi, 2013). Plus loin, il énumère le « Groupe d'action et de réflexion sur l'environnement et le développement » (GARED), agissant comme intermédiaire entre la société civile togolaise et le secrétariat du Forum social africain, basé à Dakar [12].

En mai 2009, une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a été créée pour enquêter sur les violations des droits de l'homme de 1958 aux persécutions sanglantes qui ont suivi la mort de Gnassingbé Eyadéma et « l'intronisation » illégitime de son fils Faure Gnassingbé 2005. Elle était présidée par Mgr. Nicodème Benissan-Barrigah et soutenu par le

[12] D'autres organisations sociales étaient la « Action Solidaire pour le Développement Durable » (SADD), « l'Association pour la Fiscalité des Transactions Financières et l'Action Citoyenne » - TOGO (ATTAC-TOGO), les « Jeunes Volontaires pour l'Environnement » (JVE), ' »Les Amis de la Terre » - Togo, et « l'Organisation d'Appui à la Démocratie et au Développement Local » (OADEL) (Abi, 2013).

bureau du HCR à Lomé. Un « Haut Commissariat pour la réconciliation et le renforcement de l'unité nationale » (HCRRUN) installé en mars 2015 devait accélérer la mise en œuvre des recommandations, assisté d'une plateforme OSC (« Plateforme citoyenne justice et vérité », PCJV). Près de 35 000 personnes, victimes des violences socio-politiques de 1958 à 2005, ont été recensées sur l'ensemble du Togo (Kohnert, 2021).

Début 2017, le débat sur le franc CFA a de nouveau attiré l'attention des militants de toute l'Afrique francophone. Un mouvement social s'est développé pour exiger le retrait conjoint des nations africaines de l'union monétaire post-coloniale (Kohnert, 2005). Le 7 janvier, des ONG (« *SOS Pan-Africa* », « *Urgences Panafricanistes* ») ont organisé des manifestations anti-CFA dans plusieurs villes africaines et européennes. Aux côtés d'économistes et d'intellectuels radicaux, les détracteurs du franc CFA comprenaient aussi le Togolais Kako Nubukpo, économiste et ancien ministre de l'évaluation des politiques publiques dans le cabinet de Faure Ganssingbé, ex-banquier de la BCEAO, et depuis 2016 directeur de la Francophonie économique et numérique. Il était un critique virulent de la F CFA. Les critiques considéraient le franc CFA et son arrimage à l'Euro comme un dispositif néocolonial qui continuait de détruire toute perspective de développement économique autonome. Selon les critiques, le franc CFA servait principalement les intérêts d'une petite élite des soi-disant « Monsieurs Afrique », un terme inventé par Antoine Glaser et Stephen Smith en 1992, tant en Afrique francophone qu'en France. Enfin et surtout, le rattachement a encouragé des sorties massives de capitaux. L'argument était également étayé par le renforcement progressif de l'euro par rapport au dollar américain depuis avril 2021 qui a favorisé les importations au détriment du marché d'exportation togolais. La volatilité du dollar américain par rapport à l'euro avait été la principale raison de la dévaluation du franc CFA en 1994 qui avait provoqué des troubles sociaux et politiques généralisés dans les États membres de l'UEMOA. En décembre, Nubukpo a été limogé de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en raison de ses propos critiques à la fois sur le franc CFA ainsi que sur le président français Emmanuel Macron et les prétendus propos déshonorants de ce dernier à l'égard des dirigeants africains (Kohnert, 2018).

Depuis le début des années 1990, les stratégies de communication utilisées par les mouvements sociaux comprenaient des tracts, des affiches, des réunions clandestines, des réunions politiques et l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux numériques. Cette dernière est de plus en plus déployée comme moyen privilégié de mobilisation (Napo, 2020). En janvier 2020, 1,71 million de Togolais étaient connectés à l'internet selon une étude publiée par « Hootsuite and We Are Social » sur l'usage du web et des réseaux sociaux au Togo. Une augmentation de 7,8 % par rapport à 2019. Le taux de pénétration global d'internet est désormais de 21 %, dont 43,1 % via mobile, 56,1 % par ordinateur, 0,7 % par tablette. 650 000 abonnés étaient actifs sur les réseaux sociaux (+ 14 % entre avril 2019 et janvier 2020). 580 000 utilisateurs accèdent régulièrement à Facebook (95,9 % par mobile), 72 000 à Instagram, 170 000 à Linkedin (republicoftogo.com, 19.02.2020). Il y avait 3 macro-influenceurs Instagram au Togo avec une moyenne de 81 860 followers. La portée totale de tous les macro-influenceurs Instagram togolais combinés est de 245 581 abonnés (Hypetrace.com, 2020). TikTok serait également de plus en plus utilisé par les adolescents togolais (Kohnert, (2021).

Des influenceurs comme le comédien influenceur *#Roland_Tikena* compteraient plus de 12 Moi. vues. Twitter et d'autres réseaux de médias sociaux sont de plus en plus utilisés tant par le gouvernement que par l'opposition. L'accès à Internet s'améliore avec 17% de la population ayant un accès régulier à Internet en décembre 2017, contre 2,4 % de la population en 2008. Néanmoins, le taux de pénétration est bien inférieur à la moyenne africaine de 21%. En outre,

le taux de pénétration des utilisateurs de téléphones mobiles a grimpé de 700 % au cours des cinq dernières années de 2013 à 2018, avec environ 80 % de la population utilisant un téléphone mobile en 2018 (WB, 2018, aucune mise à jour disponible). Afin de contrer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les populations pauvres et vulnérables, la « Financière Africaine de Micro-Projets » (FINAM), première société anonyme de microfinance, s'est lancée dans la digitalisation des ses services en créant « Finam Mobile » en réponse à la crise du Covid. L'application permet de gérer son compte à domicile, y compris d'effectuer des dépôts et des retraits à partir du 11 septembre 2020 (Kohnert, (2021). Le programme de transfert d'argent mobile pour les travailleurs informels a permis l'inscription à une subvention de l'État d'au moins 30 % du salaire minimum, avec des versements allant de 10 500 millions XOF (18 millions USD) à 20 000 millions XOF (34 millions USD) Au 5 mai 2020, 1,3 million d'individus s'étaient inscrits, dont 500 000 ont reçu un paiement NOVISSI selon les données du programme, 65 % des bénéficiaires sont des femmes. Le programme de transferts monétaires devait durer 3 mois pour un coût de 36 milliards XOF (61 millions USD; 1,1 % du PIB). Le programme NOVISSI a été révisé fin juin 2021 avec éligibilité limité aux travailleurs de quartiers spécifiques enregistrant un taux de contagion élevé. Au total, 1,4 million de personnes se sont inscrites et près de 600 000 ont reçu un paiement NOVISSI pour un coût total de 11,4 milliards XOF (19 millions USD; 0,3% du PIB) jusqu'à la fin de 2020. Les femmes ont reçu un allocation mensuelle (12 250 FCFA soit 18,60 €) que les hommes (10 500 FCFA soit 16 €). Au total, 11,3 mrd. des FCFA (17,2 millions d'euros) ont été distribués, financés par le « Fonds national de solidarité et de relance économique du Togo » et par des partenaires d'aide tels que l'Agence française de développement (AFD) et des dons privés. Elle était versée deux fois par mois et principalement destinée aux personnes vivant de revenus journaliers, sans sécurité sociale et touchées par une baisse d'activité comme l'a expliqué Cina Lawson, la ministre de l'Économie numérique. Le gouvernement entendait poursuivre dans cette voie, en s'appuyant sur sa couverture mobile pour avancer et voulait s'assurer que chaque citoyen disposerait de trois choses essentielles: une identité biométrique numérique, un téléphone portable et un compte bancaire mobile (Kohnert, (2021).

Début 2018, le gouvernement a fait avancer son projet de réformes institutionnelles et d'élections pour sécuriser la position du clan Ganssingbé au pouvoir. Il a proposé un dialogue politique qui a débuté dans la capitale le 19 février. Dans le cadre d'une mesure de confiance visant à faciliter le dialogue politique, il a libéré le 20 février 30 des 90 manifestants de l'opposition emprisonnés. Cependant, déjà en août 2017, un front commun des 14 partis d'opposition les plus importants, le « C14 », avait été créé qui faisait campagne pour un boycott des prochaines élections législatives de décembre 2018 compte tenu du processus électoral biaisé. Le mouvement a été harcelé par les forces de sécurité. Cependant, cela a néanmoins permis une « éducation publique » qui aurait pu être finalement le plus grand succès de la mobilisation citoyenne, par ex. par des discussions sur la gouvernance économique et l'alternance au pouvoir, y compris la diaspora togolaise dans divers pays. Le mouvement se nourrit principalement d'informations transmises au public via les canaux de communication des médias sociaux (Abi, 2019).

En juillet 2022, une quarantaine d'organisations de la société civile et de syndicats, dont 11 médias, ont débattu des fondements juridiques et moraux et du rôle des mouvements sociaux dans le développement social, économique et politique dans le contexte d'une réduction menaçante de l'espace civique. Ils ont exhorté le gouvernement togolais à impliquer davantage les OSC et les syndicats dans l'élaboration des textes devant les régir et à réglementer l'espace civique en l'ajustant aux normes internationales (Société Civile Médias, 2022; 2022a).

4. Sénégal : une transition démocratique plongée dans une politique de pouvoir boueuse

Comme le Bénin, le Sénégal a longtemps été vendu comme une vitrine de la démocratie en Afrique, notamment de l'alternance politique pacifique. Les choses ont fondamentalement changé avec l'élection présidentielle sénégalaise de 2019 qui a apporté de nouvelles configurations. L'un des problèmes majeurs était le changement de camp politique des candidats qui a été élevé au rang de religion au mépris de la morale. Il menaçait la stabilité politique et la paix. Dans ces conditions, ce ne sont pas les partis politiques établis, mais les mouvements sociaux de base qui s'opposent au recul démocratique croissant du pouvoir politique. Les réseaux sociaux de militants majoritairement jeunes, créés depuis 2011 au lendemain du printemps arabe, se sont concentrés sur le plaidoyer de base auprès de l'électorat sur la bonne gouvernance et la démocratie. Ils proposaient de rompre avec un système politique qu'ils considéraient comme néocolonialiste. De plus, ils ont dénoncé la partialité de la justice sénégalaise et la servilité du Conseil constitutionnel vis-à-vis du gouvernement (Kohnert &Marfaing, 2019).

Cartoon 6: Président Macky Sall chasse les critiques sur les réseaux sociaux [13]

Source: Damien Glez, Twitter

4.1 La montée du nationalisme populiste et l'emprise de l'État au Sénégal

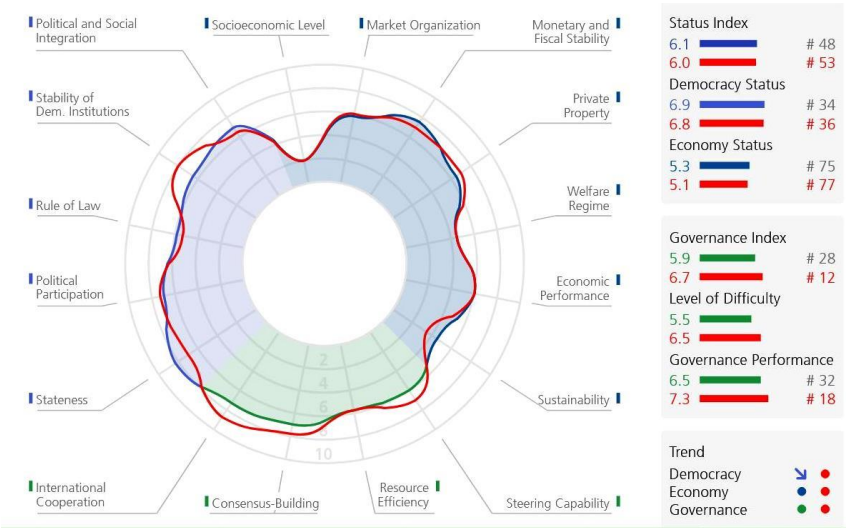
La langue maternelle joue un rôle central dans la délimitation d'un État-nation et dans la construction nationale par le bas. Bien que la langue officielle de l'ancienne colonie française soit restée le français, la langue vernaculaire est le wolof. Sa diffusion en tant que lingua franca nationale a commencé avec l'indépendance du pays en 1960. Cependant, les racines des sentiments de nationalisme ont déjà été posées au XIXe siècle par un important religieux musulman Limamou Laye (1843-1909), le fondateur de l'ordre soufi de la Layeniyya (Thomas, 2012). Par ailleurs, un discours sur la construction nationale et l'appartenance

[13] « *#Sénégal* : Macky Sall a appelé à une nouvelle législation pour donner au gouvernement sénégalais un plus grand contrôle sur les réseaux sociaux ». Caricature de Damien Glez, dessinateur de presse franco-burkinabé. Source : Anonyme, *@YourAnonStory*, on Twitter, ©(tous droits réservés) .

ethnique a été développé par des écrivains africains comme Ousmane Sembène, Aminata Sow, Cheikh Hamidou Kane, Ousmane Socé Diop, Abdoulaye Sadji et Tita Mandeleau (Diop, 2003). Au début du développement des sciences sociales sénégalaises, le nationalisme avait été abordé indirectement en se concentrant (du haut vers le bas) sur la position sociale du chercheur par rapport à la stratification et à l'idéologie précoloniales, notamment par rapport aux descendants de l'organisation sociale traditionnelle du *géer* ou noblesse hors caste qui occupait le sommet de la hiérarchie (Copans, 1991).

La « wolofisation » de la vie quotidienne constituait une sorte de « nationalisme banal » au-delà du monopole étatique. Mais toute tentative d'élever le wolof à un rang officiel plus élevé mettrait plutôt en danger la cohésion nationale, car les groupes linguistiques minoritaires protesteraient. Cela a été démontré en 2000 lorsque le président Abdoulaye Wade a proposé que les fonctionnaires soient tenus de connaître le wolof, ce qui a provoqué un refus sévère, principalement de la part principalement des locuteurs du pulaar. Dans cette mesure, la « wolofisation » constituait un mouvement social informel et non dirigé jouant un rôle central dans la construction de la nation (Smith, 2010 ; McLaughlin, 2008). D'autant plus que les souverains coloniaux français ont tenté de mettre en œuvre leur « mission de civilisation » en imposant leur politique d'assimilation linguistique et culturelle française à la population colonisée. Ainsi, ils ont employé une langue-technologie du nationalisme dans quatre Communes (Dakar, Saint-Louis, Gorée et Rufisque). Cependant, la population ethnique sénégambienne a miné cette technologie et favorisé la langue wolof au détriment du français pendant la période coloniale (1891-1960) (Kwang Johnson, 2004). De plus, la « wolofisation » et les formes similaires de nationalisme culturel n'avaient pas grand-chose à voir avec les idéologies de la « négritude » propagées par Léopold Sédar Senghor, le premier Président du Sénégal. On pourrait plutôt le comparer aux mouvements indépendantistes anti-coloniaux en Afrique francophone, par exemple en Algérie (Mouralis, 1995). Après l'indépendance, les dirigeants nationaux du Sénégal se sont même donné la peine dans les années 1960 de définir comment les artistes devaient exprimer le nationalisme par leurs œuvres d'art, par exemple en tissant des tissus, et ont imposé cette définition par un mécénat sélectif de l'État. Plus tard, avec le développement d'un secteur informel puissant, les tisserands modernes indépendants ont redéfini le nationalisme artistique (Cochrane, 2011).

Graph 10: Rapports nationaux BTI 2022 Bénin + Sénégal, comparés



Source: Bertelsmann Transformation Index (BTI), BTI Transformation Atlas, 2022

De plus, il existait depuis des décennies un conflit latent autour des mouvements séparatistes dans la région de la Casamance. Sa population s'étend jusque dans la Guinée-Bissau voisine. Les régions frontalières ont servi de retraite isolée au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) depuis 1982. Cependant, cela a plutôt renforcé les sentiments de nationalisme de la majorité de la population sénégalaise. Il a été avancé que le MFDC était plutôt un mouvement ethnique parce que l'idéologie politique et la culture africaines ne faisaient pas la distinction entre nationalisme et ethnicité (Lambert, 1998).

En outre, ces dernières années, un populisme d'extrême droite à motivation religieuse a émergé, appelé « islamo-nationalisme ». La « vieille gauche » a pris le train en marche parce qu'elle a permis d'activer ses campagnes de longue date contre le néolibéralisme et la domination française et occidentale en général à une époque de souveraineté menacée (Samb, 2022).

En plus, au cours des dernières décennies, les élections contestées du Sénégal ont contribué de manière significative à la croissance du nationalisme populiste et du régime autocratique. Cela vaut également pour les dernières élections législatives du 31 juillet 2022 qui ont élu les 165 députés pour les cinq années à venir. La coalition au pouvoir « Unis par l'espoir » du président Macky Sall a remporté les élections. Pourtant, il a essuyé un revers tangible en perdant la majorité absolue qu'il détenait depuis 2012. De nombreux électeurs ont accusé le président d'utiliser son pouvoir pour éliminer les opposants. Entre autres, il avait usurpé le pouvoir en faisant en sorte que d'éventuels adversaires, dont l'ancien maire populaire de Dakar, Khalifa Sall, et le fils de l'ancien président Abdoulaye Wade, Karim Wade, soient visés par la justice et disqualifiés pour se présenter aux élections. Toujours aux élections de 2022, des candidats majeurs avaient été interdits par le Conseil constitutionnel. Ainsi, Ousmane Sonko, qui était considéré par de nombreux électeurs comme un leader de l'opposition future, avait été interdit en raison d'accusations et d'une arrestation ultérieure fondée sur des accusations de viol présumées. Cela a conduit à de violentes protestations de ses partisans et au moins trois personnes sont mortes en juin 2022. Sonko a particulièrement séduit la jeunesse sénégalaise en raison de son rejet de la classe politique traditionnelle, ancrée dans un système de corruption endémique, et de sa position anticoloniale, prônant par exemple l'abandon du franc CFA (Sylla, 2021). Aux côtés de Sonko, Khalifa Sall et Karim Wade sont restés disqualifiés (Aljazeera, 2022; Kohnert & Marfaing, 2019).

Cependant, les principales coalitions d'opposition Libérer le peuple (*Yewwi Askan Wi*) et Sauver le Sénégal (*Wallu Sénégal*), se présentant en alliance, n'ont pas non plus obtenu la majorité. Ils ont remporté respectivement 56 et 24 sièges, pour un total de 80 (Roll, 2022). Une victoire de l'opposition aurait été équivalente au rejet d'une éventuelle troisième candidature de Macky Sall et à une probable victoire de l'opposition à la prochaine élection présidentielle de 2024. Sall avait refusé d'écarter publiquement une candidature en 2024 ce qui avait alimenté les craintes qu'il suivrait les traces du Président ivoirien Alassane Ouattara, du Président togolais Faure Gnassingbé et de l'ancien Président guinéen Alpha Condé. Tous les trois se sont accrochés au pouvoir et ont remporté un troisième mandat en arguant que les nouvelles constitutions avaient réinitialisé leurs limites de deux mandats. Cependant, les normes pro-démocratiques de la CEDEAO ont renforcé les attitudes sociétales au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest contre l'autocratisation du pouvoir et ont légitimé les stratégies correspondantes de la communauté internationale des donateurs occidentaux (Leininger & Nowack, 2022).

La politique électorale, et la violence politique qui y est associée, attirent l'attention sur un changement d'orientation de la clientèle électorale d'une appartenance largement religieuse à

un discours sur l'ethnicité, notamment parmi les jeunes militants. Le pouvoir en place comme l'opposition n'hésitent plus, semble-t-il, à surfer sur le régionalisme. Cela est devenu évident lorsque le chef de l'opposition Ousmane Sonko, qui avait passé son enfance en Casamance, a publiquement accusé le Président Sall de nourrir la « haine de la Casamance ». (Samb, 2022).

L'État fantôme au Sénégal

Un État de l'ombre en devenir est également à observer au Sénégal. Cela est devenu évident lorsque l'ancien Président Wade a introduit une nouvelle catégorie d'hommes politiques, les « entrepreneurs politiques » (Camara, 2019). Le patronage de Wade d'associés politiques et d'amis était notoire. La confiance dans les institutions politiques au Sénégal n'a cessé de chuter (Sall, 2015). Cependant, les racines avaient déjà été jetées dans les années 1980 avec le déplacement du contrôle commercial des intérêts étatiques et étrangers (français et libanais) vers la politique informelle, loin de l'ancien modèle de relations clientélistes entre les entreprises sénégalaises et l'ancien régime (Thioub & Diop & Boone, 1998). L'État sénégalais a entravé le développement économique dès les derniers jours de la domination coloniale par sa manipulation des marchés locaux. Il a canalisé l'accès à la richesse par le biais de « circuits commerciaux » par l'intermédiaire de l'État plutôt que par la promotion de la production. Ainsi, les élites politiques postcoloniales ont pu cimenter des alliances avec de puissantes forces sociales et économiques, améliorant ainsi les opportunités de recherche de rente qui alimentent la politique de clientélisme (Kassimir, 1994; Boone, 1992).

La corruption est endémique depuis des décennies à tous les niveaux de l'administration, bien que le gouvernement ait ratifié divers instruments juridiques internationaux contre la corruption, notamment ceux de la CEDEAO, de l'UEMOA, de l'UA et de l'ONU. En outre, il a incorporé des dispositions anti-corruption dans la loi portant statut général des fonctionnaires et créé une « Commission nationale de lutte contre la non-transparence, la corruption et le détournement ». Pourtant, les réseaux clandestins d'acteurs publics et privés qui accumulent des pouvoirs incontrôlés sont toujours virulents. La politique sénégalaise est minée par la corruption, à la fois petite et grande corruption (Camara, 2019). Ainsi, en 2014, le Président Sall a nommé son beau-frère, Mansour Faye, ministre de l'hydraulique et de l'assainissement, et en avril 2019, il a obtenu le juteux poste de ministre du développement communautaire, de l'équité sociale et territoriale. Le frère cadet du Président, Aliou Sall, a été nommé en 2017 à la Caisse des dépôts et consignations, un établissement financier du secteur public. Il a dû démissionner en juin 2019, après des allégations selon lesquelles il aurait reçu des pots-de-vin de 250 000 dollars américains en 2014 par une société gazière qui a vendu ses parts dans les champs gaziers sénégalais à BP. Aussi, Macky Sall a nommé pour la première fois dans l'histoire du pays un homme politique à la tête du poste sensible du Ministère des finances et de l'administration générale des impôts.

L'État fantôme sénégalais s'est ainsi développé pas à pas, appliquant la grande corruption comme un projet politique plutôt qu'un acte de cupidité individuelle ou collective. L'État a été capturé par ceux qui ont agi en son nom, mais l'ont exploité pour leur propre bénéfice. À leur tour, les agents de l'État ont souvent été capturés par leurs familles et leurs patrons (Camara, 2019). Cette capture par l'élite a apparemment fonctionné dans tous les secteurs et niveaux de l'économie, par exemple dans la production et le commerce de charbon de bois avec des implications pour les programmes de gestion forestière dans le Sénégal rural. L'accès aux opportunités économiques liées au charbon de bois n'a permis qu'à un petit cercle d'élites rurales riches de saisir et de dominer l'accès aux ressources forestières (Jusrut, 2022). Les logiques de fonctionnement du gouvernement local ont jeté les bases des pratiques de

courtage et facilité la privatisation de l'informel et l'institutionnalisation croissante de l'informel comme mode de gestion de l'État au quotidien (Blundo, 2006).

4.2 Perspectives des mouvements sociaux au Sénégal

Depuis les événements du printemps arabe en 2011, les élections et les campagnes électorales ont également redonné forme aux mouvements sociaux sénégalais. De jeunes militants ont protesté contre le président sortant Abdoulaye Wade et son entourage qui tentaient d'instaurer un troisième mandat présidentiel contre les limitations constitutionnelles à deux mandats successifs et de préparer en plus sa succession à son fils. Cela a déclenché une opposition véhémente d'un nouveau mouvement de jeunesse non partisan appelé Y'en a mare (« j'en ai marre ») sous le slogan « ne touchez pas à ma constitution » (CIIP, 2018). Le mouvement a eu des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne francophone (Ndiaye, 2020). Le mouvement a été inspiré par les héros de la lutte de libération anticoloniale ouest-africaine, notamment Amilcar Cabral de la Guinée-Bissau voisine, et le président burkinabé Thomas Sankara, tous deux assassinés par leurs adversaires (CIIP, 2018). Bien que Y'en a mare ait été structurée de manière relativement hiérarchisée pour renforcer sa vigueur, elle a essayé de compenser cela par des réunions régulières de représentants de groupes de base.

D'autre part, des mouvements sociaux largement ruraux étaient actifs depuis les années 2000 pour défendre les droits fonciers des exploitations familiales. Sous le régime libéral du parti au pouvoir et sous la pression continue des donateurs internationaux comme le FMI et la Banque mondiale, tous les secteurs de l'économie, y compris l'agriculture, ont été poussés à se libéraliser. De plus, la crise alimentaire de 2007 - 2008 a donné au gouvernement le prétexte pour favoriser l'investissement des capitaux privés sénégalais et étrangers dans l'agriculture. Les communautés rurales ont été invitées à allouer 1 000 hectares chacune aux investisseurs. Ministres, députés, hauts fonctionnaires, religieux sont en première ligne pour obtenir des terres et devenir des « paysans du dimanche ». Le mouvement paysan a tenté de lutter contre ces accaparements des terres par l'oligarchie au pouvoir (Faye, 2017).

Cartoon 7: *AfriqUPrising!* Démocratie et mouvements contestataires en Afrique

Source: Ba, 2021; Heinrich-Böll Foundation, 2021. © (tous droits réservés).

Pendant ce temps, Y'en a mare est devenu membre et porte-parole du Forum Social Africain (depuis 2012), et il a inspiré des militants africains à créer des mouvements de jeunesse similaires au Burkina Faso (*le Balai citoyen*), en RD Congo (Lucha et Filimbi), au Mali (*Canapés*), au Togo (*Athiame*), au Gabon (*ça suffit ça*) (CIIP, 2018).

Les révoltes de 2014 au Burkina Faso, lorsque Compaoré a tenté de briguer un troisième mandat malgré les dispositions de la constitution, comme le président sénégalais Wade auparavant, ont de nouveau alimenté les mouvements de protestation des jeunes au Sénégal. Ils ont compris que leur propre identité et leur carte d'électeur pouvaient être décisives pour influencer leur propre avenir et celui de leur pays, comme le montre l'augmentation sans précédent de la participation électorale entre 2012 et 2019 au Sénégal. Y'en a marre a publié un cahier de doléances pour le prochain quinquennat présidentiel. Ils ont demandé au président Macky Sall de démissionner de la présidence de son parti (APR) afin d'organiser un audit transparent et crédible des listes électorales et des réformes institutionnelles, y compris l'indépendance de la justice (Kohnert & Marfaing, 2019). Parce que le taux de pénétration du téléphone mobile avait déjà dépassé 100 % en 2016, le mouvement a pu agir largement indépendamment des médias traditionnels (CIIP, 2018).

Y'en a marre propose une redéfinition du contrat social du pays en considérant de nouvelles formes de démocratie consensuelle et l'institutionnalisation du rôle politique des marabouts (Veilleux, 2021). Cependant, les leaders du mouvement étaient économiquement et socialement dans une position privilégiée par rapport à leurs militants de base, et les revendications complexes et souvent abstraites des premiers n'étaient pas entièrement partagées par les seconds (Veilleux, 2021).

Le mouvement de protestation a bénéficié de l'histoire socio-politique du Sénégal favorisant les conditions d'action collective, comme une longue histoire d'activisme des jeunes, d'ouverture politique et de pluralisme des médias. Y'en a marre et d'autres mouvements ont clairement exprimé leur opposition à la troisième candidature du président Sall en 2024. En mars 2021, le pays a connu des émeutes violentes sans précédent avec des membres de Y'en a marre au premier rang (Dimé, 2022).

L'internet et les groupes de médias sociaux ont de nouveau joué un rôle crucial dans ces manifestations. Ils ont utilisé le hashtag *#FreeSenegal* qui avait été lancé le 3 mars 2021 pour demander des réparations aux familles des personnes abattues par la police lors des émeutes. Le mouvement est devenu un symbole contre la gouvernance antidémocratique du régime, réclamant justice, démocratie et emplois (Camara, 2021). Elle a organisé des marches à Dakar, Diourbel et Ziguinchor (US-HR, Sénégal, 2021). *#FreeSenegal* est rapidement devenu viral avec plus de 2 millions de tweets et plus de 2 milliards d'impressions (vues) enregistrées en quelques jours seulement. Des superstars (acteurs, artistes, footballeurs, etc.) et des personnalités politiques de nombreux autres pays l'ont ensuite utilisé sur Twitter et ont ainsi exprimé leur soutien pour dénoncer les violences policières et la censure, et pour signaler aux médias internationaux les atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme (Jimbira, 2021). Les manifestants, parmi lesquels de plus en plus de femmes, ont également réclamé une justice impartiale, notamment vis-à-vis du chef de l'opposition Ousmane Sonko qui avait été accusé de viol (Ba, 2021).

Alors que les femmes sénégalaises étaient traditionnellement confinées à la sphère privée, elles ont protesté ouvertement lors de la crise socio-économique de 2008. Une percée est intervenue avec la loi sur la parité absolue entre les hommes et les femmes dans toutes les institutions totalement ou partiellement électives à l'Assemblée nationale, le 14 mai 2010. Sa

première application lors des élections législatives de juillet 2012 a permis 43,33 % de femmes élues. Or, les organisations féminines ne sont pas seulement régulées par des rapports de genre, elles sont aussi marquées par des contradictions internes liées à la classe, la culture, l'âge, la religion, la région, etc. qui contribuent à la fragmentation de leurs mouvements. De plus, la pauvreté, le surmenage et l'insuffisance des ressources financières bloquaient leurs activités qui étaient également handicapées par leur analphabétisme. Par ailleurs, les clivages entre femmes éduquées et non éduquées, entre femmes urbaines et femmes rurales, entre femmes féministes et non-féministes handicapent leurs actions qui ont contribué à la tendance élitiste du mouvement (Guèye, 2013; Kane & Kane, 2018). Enfin, de nombreuses organisations de femmes étaient largement dépendantes de financements extérieurs, et seulement 18 % des groupes avaient un statut légal (Chartrand, 2018). Dans le pire des cas, les mouvements sociaux féministes ruraux n'étaient qu'une « mise en scène » d'organisations paysannes et en réalité des leaders autoproclamés à la recherche de rente (Lachenmann, 1993).

Y'en a marre n'était pas le seul mouvement de contestation sociale au Sénégal. D'autres groupes se sont concentrés sur les questions liées à l'exploitation par des entreprises et des pays étrangers, comme *France Degage* avec environ 100 000 abonnés sur Facebook (FRAPP, *Front pour une Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricain* (Dakar) et *Cos M23*. Ils avaient des demandes accrocheuses, par ex. le retrait des entreprises militaires et pétrolières françaises comme TotalEnergies. Ainsi, le 7 octobre 2022, la FRAPP a manifesté à Gnith (département de Dagana) avec des victimes d'accaparement des terres parmi la population locale de 500 hectares. D'autres membres ont exigé de privilégier le carburant national et d'autres biens et services fournis par des entrepreneurs sénégalais, notamment s'il s'agissait de véhicules de société (FRAPP, Facebook, 8 octobre 2022). *Cos M23* était une organisation politique de médias sociaux active dans la politique intérieure qui se concentrait sur le lien entre certains ensembles de comportements et le fait d'être un bon citoyen. Il a été efficace dans la formation de coalitions, la mobilisation des protestations et l'engagement au sein de la société civile (Alltucker, 2018).

5. Conclusion

Les dictatures « éclairées » et les politiques populistes coexistent en Afrique de l'Ouest depuis la fin du régime colonial. Souvent, ils ont été activement promus - ouvertement ou clandestinement - par les puissances occidentales, comme dans le cas des successeurs des dirigeants nationalistes assassinés en RD Congo , en Guinea-Bissau et au Togo. Les politiques populistes étaient fréquemment utilisées, à la fois par les partis nationalistes et « révolutionnaires » qui combattaient la domination coloniale. Les démagogues populistes ont blâmé le néocolonialisme, les étrangers et les pays occidentaux pour tous les maux possibles, souvent principalement pour masquer leur propre responsabilité (Chengeta, 2018). Les freins et contrepoids habituels de la démocratie multipartite occidentale comme le système judiciaire n'ont pas fonctionné en ASS parce que ce dernier était le plus souvent lui-même détourné par les pouvoirs en place, y compris les cours constitutionnelles.

L'agence des populistes a apparemment changé en fonction de leur position au pouvoir. Lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, les politiciens populistes se sont généralement engagés dans un changement de régime. D'abord, ils ont essayé d'introduire des pratiques autoritaires dans le cadre des institutions. Dès qu'ils ont obtenu la majorité, ils ont alors eu tendance à créer un régime populiste hybride distinctif qui pouvait rapidement se transformer en pure

dictature lorsque les élections n'avaient lieu que *pro forma* et que l'autoritarisme était consolidé par state capture (Arato & Cohen, 2021).

Les politiques populistes sont encouragées en période de tensions socio-économiques, notamment lorsque les classes moyennes et populaires connaissent des pertes importantes de bien-être ou de statut qui appellent des réponses simples et rapides. Cela se traduit par des dichotomies ami-ennemi, une position anti-establishment ou anti-élite et des polémiques contre le *statu quo*, accentuant ainsi la polarisation politique (Arato & Cohen, 2021). Pour sauvegarder la pluralité des démocraties, il est important de permettre des projets complémentaires dans toutes les sphères de la vie, dans la politique, l'économie, la société et la culture. Le socialisme démocratique, le patriotisme et l'égalité culturelle pourraient en être le résultat, qui devrait cependant être protégé contre l'instrumentalisation populiste (Arato & Cohen, 2021).

La bonne gouvernance et le développement durable restent un défi pour les sociétés africaines post-coloniales, comme cela a déjà été choisi comme thème central dans le roman de Chinua Achebe « *Le Démagogue* » (Alosse, 2014).

References

Abi, Samir (2013) : Étude sur les mouvements sociaux et le processus du forum social au Togo. *Forum Social du Togo*, June 2013, 42 p.

AfDB (2018) : Projet d'aménagement de la route cotonnière Djougou-Péhunco-Kerou-Banikoara. , financed by the African Development Bank. (AfDB).

Agha, Eugene (2021): Dangote cement accounts for 60 per cent of exports to Benin. *Daily Trust*, 2 April 2021

Agbévé, Kwame & J.M.M. **Blanco** (2021) : Sylvanus olympio à Nicolas Grunitzky au Togo: D'une identité indépendantiste à une identité servile du Togolais? Chapter 17 in : pp. 333-347

Agence Fides (2019) : Appel de carême des evêques en faveur d'un « jeûne des mensonges ». *fides.org*, 7 March 2019

Agwu, Fred Aja (2021). Globalization, populism, nationalism and the African Continental Free Trade Area. In: Fred Aja Agwu: *Foreign Policy in the Age of Globalization, Populism and Nationalism*. Springer, Singapore, pp. 261–339

Akeke, Aimé (2022): Fake news au Bénin: une étude révèle les principales facettes. *Baouto*, 8 April 2022

Akinkugbe, Olabisi D. (2021): Houngue Éric Noudehouenou v. Republic of Benin. *American Journal of International Law*, vol. 115 (2), pp. 281-287, 19 April 2021

Akueson, Adolé Félicité (2020) : Le régime de la rupture au Benin : une rupture avec la démocratie ?. *Revue della / Afrique*, vol. 2 (5), pp. 56-70

Allen, Nathaniel & Matthew **La Lime** (2021): How digital espionage tools exacerbate authoritarianism across Africa. *Brookings.edu*, 19 November 2021

Alltucker, Ezra M. (2018): Defining the issue: Social movements' framing strategies in neo-colonial Senegal. Brattleboro: School for International Training, Independent Study Project (ISP) Collection. 2913, p. 50

Alosse, Kokou (2014): Gute Regierungsführung und nachhaltige Entwicklung. Herausforderung für postkoloniale afrikanische Gesellschaften - Eine Analyse von Chinua Achebes ‚*Le Démagogue*' (‚*A man of the people*'). GRIN, 32 p.

Aljazeera (2022): Senegal elects parliament in test for ruling party's influence. *Aljazeera news*, 31 July 2022

Anderson, Benedict (1991): Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism. London: Verso, 1983; revised edition, July 1991

Arato, Andrew & Jean L. **Cohen** (2021): Populism and civil society: the challenge to constitutional democracy. Oxford University Press, 305 p.

Ba, Selly (2021): #FreeSenegal: ‚Die Stimmen der Frauen werden immer lauter'. Berlin: Heinrich-Boell Foundation. Interview with Senegalese activist Jaly Badiane, 24 March 2021

Bah, Thierno (2019): Intellectuels, nationalisme et idéal panafricain. Coédition NENA / CODESRIA, 304 p

Bachabi, Moudachirou (2018): Mouvement social au Bénin: les syndicats demandent un dialogue sur les réformes. *Radio France Internationale (rfi)*, 18 January 2018

Badaoui, S. & R. **Najah** (2021) : Intelligence artificielle et cyber-colonisation: Implications sur l'Afrique. *Africa-Portal, Policy Brief*, 11 January 2021, pp. 1-9

Banégas, Richard (2003) : La dynamique des revendications démocratiques. In : Banégas, Richard (ed.) : *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*. Karthala, 2003, pp. 93-133

Banégas, Richard (2017) : Regains nationalistes en Afrique : quelques leçons comparatistes des mobilisations patriotiques en Côte d'Ivoire. *Questions internationales*, 2017 (2), pp.

BBC (2018) : Bénin : les femmes protestent, BBC, n.a., 20 février 2018

Bierschenk, Thomas / **Elwert**, Georg / **Kohnert**, Dirk (1993): The long-term effects of development aid – Empirical studies in rural West Africa. *Economics*, Biannual Journal of the Institute for Scientific Co-operation, vol. 47 (1), pp. 83 – 111

Blundo, Giorgio (2006): Dealing with the local state: The informal privatization of street-level bureaucracies in Senegal. *Development and Change*, vol. 37 (4), pp. 799-819

Boese, Vanessa A. & Amanda B. **Edgell** & Sebastian **Hellmeier** & Seraphine F. **Maerz** & Staffan I. **Lindberg** (2021): How democracies prevail: democratic resilience as a two-stageprocess, *Democratization*, (online, open access), pp. 1-24 [accessed Aug 28 2022].

Boese, Vanessa A. & Staffan I. **Lindberg** & Anna **Lührmann** (2021): Waves of autocratization and democratization: a rejoinder. *Democratization*, vol. 28 (6), pp. 1-10

Boone, Catherine (1992): Merchant capital and the roots of state power in Senegal, 1930-1985, New York: Cambridge University Press, 299 p.

Braun, Maja & Maria João **Pinto** (2013): Cartoonistas africanos desenham com restrições. Deutsche Welle (dw.com), 4 June 2013

BTI – Benin (2021) : Benin Country report 2022. Gütersloh: Bertelsmann Foundation, Bertelsmann Transformation Index.

Camara, Kamissa (2021): Senegal's violent protests reveal that its long-stable democracy is fragile, after all Yet again, courts have jailed one of the president's political rivals. *Washington Post*, 1 April 2021

Camara, El Hadji Malick Sy (2019): Presidential families & Co. in Senegal: A state of capture in the making? Heinrich Böll Foundation, Cape Town, 20 August 2019

Canen, Nathan & Rafael **Ch** & Leonard **Wantchekon** (2021): Political uncertainty and the forms of state capture. 'SSRN WP No. 4057107

Ch, Rafael & Mathias **Hounkpe** & Léonard **Wantchekon** (2019): Campaign finance and state capture. IDE, Benin Institutional Diagnostic, WP 19/BID05, Chapter 4

Chartrand, Marie-Germaine (2018) : Book review of: Guèye, N.S. : Mouvements sociaux des femmes au Sénégal, CODESRIA, ONU Femmes, 2015, *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol. 13 (2), pp. 293–295

Chengeta, Thompson (2018): African populist demagoguery, constitutionalism and human rights. *Africa Journal of Comparative Constitutional Law*, vol. 2018, No. 1, pp. 1 – 34

CIIP (2018) : Au Sénégal : « Y'en a marre ! ». *ritimo*, Paris : Réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et le développement durable, 27 March 2018

Cochrane, Laura (2011): The growth of artistic nationalism in Senegal. *Nations and Nationalism*, vol. (2,, pp. 377-395

Combey, Sylvio (2022): Les Togolais préfèrent l'alternance au pouvoir (Sondage). *africa-Rdv.com*, 3 June 2022

Copans, Jean (1991) : Les noms du géer: essai de sociologie de la connaissance du Sénégal par lui-même, 1950-1990 (In the Name of the Géer: The Sociology of Senegal by Senegal (1950-1990)). *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 31, cahier 123, pp. 327-362

Dadoo, Suraya (2022): Israel's spyware diplomacy in Africa. *orientxxi*, 12 September 2022

Dadoo, Suraya (2021): The seven African governments using Israeli cyberespionage tools. *African Arguments*, 23 February 2021

Dimé, Mamadou (2022): Y'en a Marre: Catalyst for an indocility grammar in Senegal. In: E. R. Sanches (ed.): Popular protest, political opportunities, and change in Africa. London: Routledge, pp. 56-71

Diop, Samba (2003): Discours nationaliste et identité ethnique à travers le roman sénégalais. Paris : Harmattan, 2003

Ellis, Stephen (1993): Rumour and power in Togo. *Africa* (London), vol. 63, No.4, pp. 462-476

Engel, Ulf & Rolf **Hofmeier** & Dirk **Kohnert** & Andreas **Mehler** (1996): The Second Wind of Change: Demokratisierung in Afrika, 1989-95. In: Engel, Ulf et al. (eds.): *Deutsche Wahlbeobachtungen in Afrika*. Hamburg: Institut for African Affairs, 1996: 1-29 (in German)

EU (2022): EU annual report on human right and democracy in the world. 2021 country updates. Brussels, 19 April 2022

Eyenga. Georges Macaire (2017) : Ethnicité et nouveaux mouvements sociaux au Cameroun. *Émulations*, no.19 , pp. 51-70

Fardon, R. (1996): ‚Destins croisés': histoires des identités ethniques et nationales en Afrique de l'Ouest. *Politique Africaine*, vol.61, pp. 75 – 97

Faye, Iba Mar (2017) : Les mouvements sociaux Senegalais et le foncier: Un combat entre influence des politiques publiques et la lutte contre les acquisitions de terres a grande echelle. *AnthroSource*, vol. 1 (1), pp. 241-241

Fukuyama, Francis (2018): The rise of populist nationalism. In: "*The Future of Politics*". Credit Suisse Research Institute. pp. 7-12

Gamai, Léonce (2022): L'écosystème des fausses informations au Benin: Une vue d'ensemble. *AfricaPortal*, 24 March 2022

GhanaWeb (2021): I can't enter Benin Republic with my cement – Dangote reveals. General news *GhanaWeb.com*, 8 April 2019

Global Cement staff (2019): Aliko Dangote raises import difficulties with Benin **.** *Global Cement***,** 10 April 2019

Global Cement staff (2022): Benin government to commission cement plant feasibility study. *Global Cement*, 02 March 2022

GSMA (2019): The mobile economy: Sub-Saharan Africa 2019. London: GSM Association

Güvercin, Deniz (2022): Digitalization and populism: Cross-country evidence. *Technology in Society*, Volume 68, February 2022

Guèye, Ndèye Sokhna. (2013) : Mouvement sociaux des femmes au Sénégal. UNESCO, CODESRIA, p. 124

HKS (2022): A Vision in Togo: Cina Lawson MPP 2001 uses technology to transform financial inclusion and internet access in this West African nation. Cambridge: Harvard Kennedy School (HKS)

Janviergbedo (2021) : Élections professionnelles au Bénin: La Cstb, en tête une 3è fois. *Matin-Libre*, 25 Janvier 2021

Jimbira, Mohamed Sakho (2021) : Sénégal : comment les réseaux sociaux ont amplifié la contestation. *Le Point Afrique*, 24 March 2021

Jusrut, Poonam (2022): Localization of elite capture in wood charcoal production and trade: Implications for development outcomes of a forest management program in rural Senegal. *Forest Policy and Economics*, vol. 135, pp. 102613

Kane, Oumar & Hawa **Kane** (2018): The origins of the feminist movement in Senegal. *African Sociological Review*, vol. 22 (1), pp. 18-30

Kassimir, Ronald (1994): Macrosociologies -- Merchant capital and the roots of state power in Senegal, 1930-1985 by Catherine Boone. *Contemporary Sociology*, vol. 23 (6), p. 834

Khan, Karim & Saima **Batool** & Anwar **Shah** (2015): Authoritarian regimes and economic development: An empirical reflection. *The Pakistan Development Review*, vol. 55 (4), pp. 657-673

Kelly, Catherine Lena (2019) : Theories of party-building: Africa, competitive authoritarianism, and democracy. In: *Party Proliferation and Political Contestation in Africa. Contemporary African Political Economy*. Palgrave Macmillan, chapter 2

Kodjani, David (2021): NSO Group's Pegasus Spyware Use: Six African Governments Named. *afro aware*, 2021, n.d.

Kohnert, Dirk & Laurence **Marfaing** (2019): Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics. MPRA WP, No. 92739

Kohnert, Dirk & Hans **Preuss** (1992): Vom Camarade zum Monsieur: Strukturanpassung und Demokratisierung in Benin. *Peripherie*, vol. 46, 47-70

Kohnert, Dirk & Hans **Preuss** (2019): Benin's stealthy democracide - How Africa's model democracy commits suicide in stages. Working Paper, *ResearchGate, academia.edu*, SSRN-WP- 3481325 *; MPRA-WP*. 96832

Kohnert, Dirk (1997): Zum Einfluß des Okkulten auf staatliche Legitimität und Demokratisierungshilfe in Afrika. *Sociologus*, vol. 47 (1), pp. 24-50 --- English author's version : Kohnert, Dirk (1997): On the impact of the occult on state legitimacy and democratization aid in Africa. MPRA paper No. 111582. -- Version française révisée de l'auteur : « *L'emprise de l'occulte sur la légitimité de l'état et l'aide à la démocratisation en Afrique*. » *Researchgate* and MPRA paper, No. 111532

Kohnert, Dirk (2005): Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions. In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.)(2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187

Kohnert, Dirk (2008): Entfremdung und Ausgrenzung: Afrikas neuer Nationalismus in Zeiten der Globalisierung (Alienation and exclusion: Africa's new nationalism in times of globalization, in German). *Sociologus*, vol. 58 (2008) 2: 197-222

Kohnert, Dirk (2009): New Nationalism and Development in Africa - review article. *Africa Spectrum*, vol. 44 (2009) 1: 111-123

Kohnert, Dirk (2009a): EU-Africa economic relations: Continuing dominance, traded for aid? In: Bello, Valeria & Gebrewold, Belachew (eds.): *A Global Security Triangle. European, African and Asian Interaction*. London / New York: Routledge, 2009: 111-136. Routledge/GARNET series: Europe in the World [

Kohnert, Dirk (2017): Donor's double talk undermines African agency in countries under an aid regime - Comparative study of civic agency in Burkina Faso and Togo. Conference Paper, APAD-Conference, Cotonou

Kohnert, Dirk (2018): Togo - 2017: Domestic politics, foreign affairs, socio-economic development. - Author' s version of Kohnert, D. (2018): Togo. In: Abbink/Melber/Mehler/ (eds.), *Africa Yearbook*. Vol. 14 – *Politics, economy and society South of the Sahara in 2017*. Leiden & Boston: Brill. MPRA-research-paper, No. 84518

Kohnert, Dirk(2019): No change in sight - Togo's Political and Socio-Economic Development (2017-2019) [Author's extended and up-dated version of 'BTI 2020 – Togo Country Report'], MPRA-research-paper.No. 91534

Kohnert, Dirk (2019a): The ethics of African regional and continental integration. MPRA WP, No.95562

Kohnert, Dirk (2021): BTI 2021 - Togo Country Report: Togo's Political and Socio-Economic Development (2019-2021) [author's enhanced version], MPRA_paper, No._105007.

Kohnert, Dirk (2021a): Togo 2020, Domestic politics, foreign affairs, socio-economic development. Author's extended and hyperlinked version of : Kohnert, D. (2021): *Togo. In: Adetula & Kamski & Mehler & Melber (eds.), Africa Yearbook. Vol. 17 – Politics, economy and society South of the Sahara in 2020*. Leiden & Boston: Brill, SSOAR-WP, Nr. 71123-4

Kohnert, Dirk (2022): Machine ethics and African identities: Perspectives of artificial intelligence in Africa. SSRN-WPS, No. 4163096

Kohnert, Dirk (2022a): French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest? MPRA_paper_No. 112024

Kpatindé, Francis (2019) : Patrice Talon veut transformer le Bénin en une immense SARL dont il serait l'unique actionnaire. *Le Monde*, 8 May 2019

Kpatindé, Francis (2019a) : Législatives au Bénin : moins d'un électeur sur quatre s'est rendu aux urnes. *Le Monde*, 1 May 2019

Kwang Johnson, Nancy (2004): Senegalese "into Frenchmen"?: the French technology of nationalism in Senegal. *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 10 (1), pp. 135-158

Lambert, M. (1998). Violence and the war of words: Ethnicity v. nationalism in the Casamance. *Africa*, 68(4), 585-602

Lachenmann, Gudrun (1993): Civil society and social movements in Africa: The case of the peasant movement in Senegal. *The European Journal of Development Research*, vol. 5(2), pp. 68-100

Leininger, Julia & Daniel **Nowack** (2022): Protection against autocratisation: how international democracy promotion helped preserve presidential term limits in Malawi and Senegal. *Third World Quarterly*, vol. 43 (2), pp. 309-331

Lepidi Pierre & Francis **Kpatindé** (2021) : Au Bénin, la main lourde de la justice sur les opposants politiques". *Le Monde*. 11 December 2021

Logez, Hugo (2021): Dérives autoritaires et retour de l'autoritarisme en Afrique de l'Ouest. *Fondation Jean Jaurès*, 15 November 2021, pp. 1-16

Mbembe, Achille (1999): Du gouvernement privé indirect. *Politique africaine*, No. 73, pp. 103 - 121

Mbembe, Achille (2001): On the Postcolony. University of California Press, 274 p.

Mapendano Byamungu, Jean-Claude (2021) : La rhétorique de la congolité dans la publicité en RD Congo. Enjeux d'un discours de populisme nationaliste en Afrique francophone. *Dialogos*, vol. 22, No. 38/2021, pp. 143-166

Mattes, Robert (2019): Democracy in Africa: Demand, supply, and the 'dissatisfied democrat'. *Afrobarometer Policy Paper* No. 54 | February 2019, pp. 1-30

Mattes, Robert & Michael **Bratton** (2016): Do Africans still want democracy? *Afrobarometer Policy Paper*, No. 36 | November 2016

Morse, Yonatan L. (2019): How autocrats compete: parties, patrons, and unfair elections in Africa. Cambridge: Cambridge University Press, 2019, p. 357

Mounk, Yascha (2020): The end of history revisited. *Journal of Democracy*, vol. 31 (1), pp. 22-35

Moya, Rafael Gómez-Jordana (2021): Africa: simplification is sometimes a mask for ignorance. *Atalayar*, March 19 2021

Napo, Gbati (2020) : Mouvements socio-politiques au Togo : quel agir strategique et communicationnel des acteurs politiques ? *Revue Dezane*, Abomey-Calavi (Bénin), vol. 8 (1), pp. 413-431

Ndiaye, Cheikh Ahmadou Bamba (2020): Contemporary francophone west African social movements in the rise of neo pan-africanism: a case study of *y en a marre* in Senegal. University of Louisville, Electronic Theses and Dissertations. Paper 3414, 265 p.

Ngokwey, Ndolamb (1994). The president's illness: Culture, politics, and fetishism in Benin. *Culture, Medicine and Psychiatry, 18(1), 61–81*

Olson, M. (1993): Dictatorship, democracy, and development. *American Political Science Review*, vol. 87(3), pp. 567-576

Osei, Anja (2018) : Elite theory and political tTransitions: Networks of power in Ghana and Togo. Comparative Politics, vol. 51 (1), pp. 21-42

Polet, François (2016) : Afrique subsaharienne: entre révoltes populaires et restaurations autoritaires–Centre tricontinental. In : 'État des résistances dans le Sud, Afrique', ed. Centre Tricontinental (CETRI), Syllepse, *Alternatives Sud*, vol. 23 (4), online (9 pages)

PPLAAF (2022) : Benin : Législations pertinentes. *Plateforme de Protection des Lanceurs d'Alerte en Afrique* (PPLAAF), Rapports pays: Bénin

Preuss, Hans-Joachim (2019): Ware Freundschaft - Zwischen Nigeria und Benin ist ein Handelskonflikt entbrannt. *ipg-journal*, 1 October, 2019

Preuss, (2020): Togo's dynasty lives on. *ipg-journal*, 28 February2020

Preuss, Hans-Joachim (2020a): Benin's 2021 presidential election is already decided. *ipg journal*, 29 May 2020

Preuss, (2022): Togo. *Africa Yearbook*, 2021, pp. 185–193

Pype, Katrien (2021) : Le politique (en ligne) par le bas en Afrique subsaharienne. *Politique africaine*, 2021/1-2 (n° 161-162), pp. 71 – 97

Rakner, Lise (2021) : Don't touch my constitution! Civil society resistance to democratic backsliding in Africa´s pluralist regimes. *Global Policy*, vol. 12, supplement 5, pp. 95-105

Roll, Nick (2022): Senegal: Governing coalition loses legislative majority. *Aljazeera news*, 4 August 2022

Sall, Ibrahima (2015): Trust in political institutions in Senegal: Why did it drop? *Afrobarometer Policy Paper* No. 24, August 2015

Schatzberg, Michael G. (1993): Power, legitimacy and 'Democratization' in Africa. *Africa*, vol. 63, No. 4, pp. 445-461

Société Civile Médias (rédaction) (2022a) : Togo : Des OSC et organisations syndicales mutualisent leurs énergies pour empêcher le rétrécissement de l'espace civique. *Société Civile Médias*,19 juillet 2022

Sokegbe, Patrice (2022) : Inauguration de la statue de Bio Guera Patrice Talon fait du héros un symbole de résilience nationale. *Fraternité, aCotonou.com*, 2 August 2022

Sylla, Ndongo Samba (2021) : Few choices and low expectations - Senegal's five days of anger. *Le Monde Diplomatique*, April 2021

Thioub, I., **Diop**, M., & **Boone**, C. (1998): Economic liberalization in Senegal: Shifting politics of indigenous business interests. *African Studies Review*, 41(2), pp. 63-90

Thomas, Douglas H. (2012): Sufism, Mahdism and Nationalism: Limamou Laye and the Layennes of Senegal. London: Continuum publishers, 178 p.

Thorleifsson, Cathrine (2018): The appeal of populist nationalism in the age of accelerated change. *openDemocracy*, (online, no pages), 15 October 2018; accessed: 23 August 2022

Toulabor, Comi M. (1986): Le Togo sous Eyadéma. Paris: Karthala

Touré, Frédéric Ange (2021): Bénin : les services de renseignement israéliens au service de Patrice Talon ? L'Afrique d'aujourd'hui, 11 March 2021

US-HR, Senegal (2021) : US Dept of State: 2021 Country Reports on Human Rights Practices: Senegal

Vampo, Charlotte (2021) : Les cheffes d'entreprise du Togo et la reproduction des hiérarchies politiques et sociales. *Anthropologie & développement* (En ligne), 52 | 2021, mis en ligne le 11 juillet 2022, pp. 125-141

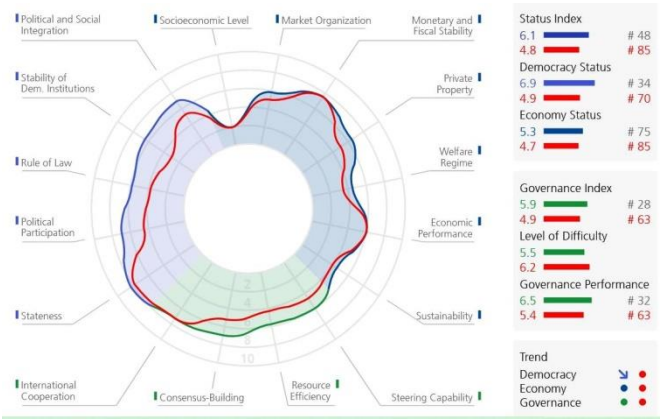
Veilleux, Annie-Claude (2021): Au-delà de l'alternance : l'évolution du projet politique de Y'en a marre depuis 2012. Université d'Ottawa, thesis, 139 p. …

Weghorst, Keith (2020): Review of: 'How autocrats compete: Parties, patrons, and unfair elections in Africa', by Yonatan L. Morse. Cambridge: Cambridge University Press. *Journal of Modern African Studies*, vol. 57 (3), pp, 494—495

Weir, Andrew & Nicolas **Vescovacci** (2022): How Vincent Bolloré came to dominate business in Togo – using money, media and merchandise. *Africa Confidential*, 5 May 2022

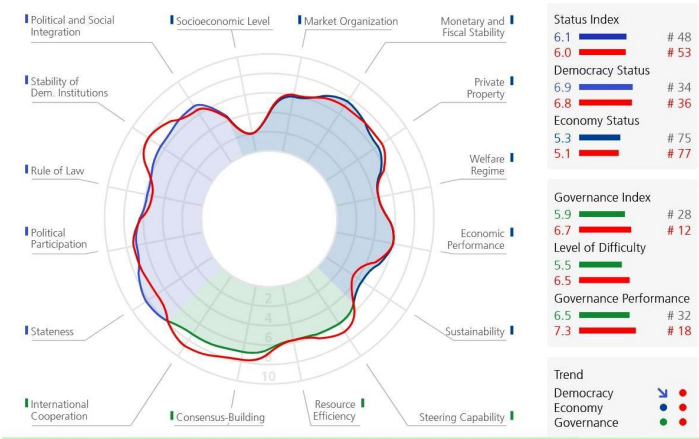
Appendix 1: Benin's development compared with its pairs

Graph 11: BTI 2022 Benin + Togo Country Reports, compared



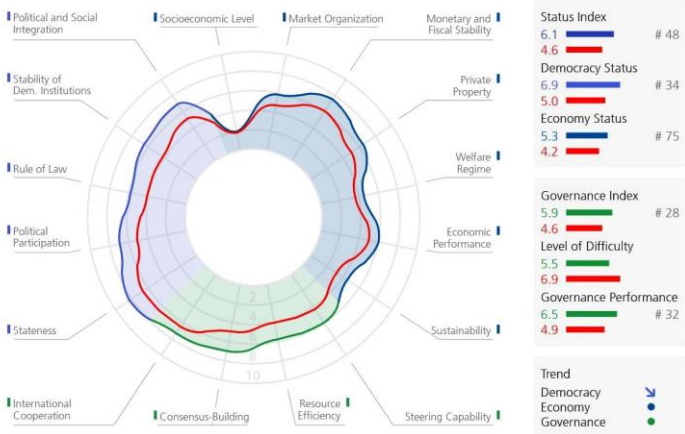
Source: Bertelsmann Transformation Index (BTI), BTI Transformation Atlas, 2022

Graph 12: BTI 2022 Benin + Senegal Country Reports, compared



Source: Bertelsmann Transformation Index (BTI), BTI Transformation Atlas, 2022

Graph 13: BTI 2022 Benin + West- Central Africa Reports, compared



Source: Bertelsmann Transformation Index (BTI), BTI Transformation Atlas, 2022

Abstract: *[‘Enlightened’ West African dictatorships challenged by state capture ? Insights from Benin, Togo and Senegal*] - Populist nationalism is on the rise in sub-Saharan Africa. Depending on the political orientation, it is both reinforced and confronted by social media and social movements. Nationalism also cements the longstanding rule of autocratic regimes in West Africa, particularly in Togo, Benin and Senegal. Supported by the commodification of the party system, autocrats set up a shadow state. They use populism to prop up their illegitimate rule and to destabilize the opposition. The internet and social media play a crucial role in the spread of fake news through the mostly state-controlled media. The Catholic Church also tried, with little success, to counteract the wave of nationalism. In Benin, for example, in 2019 the bishops of Cotonou called for a ‘fast on the lies that inundate and poison interpersonal and social relationships’. In Lomé, the bishops' conference condemned the systematic persecution of the opposition and the arrest of its leader, presidential candidate and former prime minister Agbeyome Kodjo. Senegal, like Benin, has long been marketed as a 'showcase of democracy' in Africa, including peaceful political transition. But things changed radically with the 2019 Senegalese presidential election, which brought new configurations. One of the main problems was political transhumance, which was elevated to the rank of religion with disregard for political morality. It threatened political stability and peace. In response, social networks of mostly young activists established in 2011 after the Arab Spring focused on campaigning for grassroots voters for good governance and democracy. They proposed a break with a political system they saw as neo-colonialist. Activists such as *'Y'en a marre*' (literally *'I'm fed up'*) and other dissident social movements benefited from the country's particular social conditions, which favoured collective action. Should President Macky Sall opt for a third term in 2024, it would again pose a serious challenge to Senegalese democracy.

Zusammenfassung: [*‚Aufgeklärte‘ westafrikanische Diktaturen herausgefordert durch die Entstehung eines Schattenstaates ? Einblicke aus Benin, Togo und Senegal*] -. Populistischer Nationalismus ist in Subsahara-Afrika auf dem Vormarsch. Er wird je nach politischer Ausrichtung durch soziale Medien und soziale Bewegungen sowohl verstärkt als auch konfrontiert. Der Nationalismus zementiert auch die langjährige Herrschaft autokratischer Regime in Westafrika, insbesondere in Togo, Benin und Senegal. Unterstützt durch die Kommodifizierung des Parteiensystems errichten Autokraten einen Schattenstaat. Sie nutzen den Populismus, um ihre illegitime Herrschaft zu stützen und die Opposition zu destabilisieren. Das Internet und soziale Medien spielen eine entscheidende Rolle bei der Verbreitung von Fake News durch die meist staatlich kontrollierten Medien. Auch die katholische Kirche versuchte mit wenig Erfolg, der Welle des Nationalismus entgegenzuwirken. In Benin beispielsweise riefen die Bischöfe von Cotonou 2019 zu einem „Fasten der Lügen auf, die zwischenmenschliche und soziale Beziehungen überschwemmen und vergiften“. In Lomé verurteilte die Bischofskonferenz die systematische Verfolgung der Opposition und die Verhaftung ihres Anführers, Präsidentschaftskandidaten und ehemaligen Ministerpräsidenten Agbeyome Kodjo. Senegal wurde, ebenso wie Benin, lange Zeit als 'Schaufenster der Demokratie' in Afrika verkauft , einschließlich eines friedlichen politischen Wandels. Doch die Dinge änderten sich radikal mit der senegalesischen Präsidentschaftswahl von 2019, die neue Konfigurationen mit sich brachte. Eines der Hauptprobleme war die politische Transhumanz, die unter Missachtung der politischen Moral in den Rang einer Religion erhoben wurde. Sie bedrohte die politische Stabilität und den Frieden. Als Reaktion darauf konzentrierten sich soziale Netzwerke von meist jungen Aktivisten, die 2011 nach dem Arabischen Frühling gegründet wurden, darauf, Wähler an der Basis für gute Regierungsführung und Demokratie zu werben. Sie schlugen einen Bruch mit einem politischen System vor, das sie als neokolonialistisch ansahen. Aktivisten wie 'Y'en a marre' (wörtlich „Ich habe es satt“) und andere soziale Dissidentenbewegungen profitierten von den besonderen sozialen Bedingungen im Land, die kollektives Handeln begünstigten. Sollte sich Präsident Macky Sall für eine dritte Amtszeit im Jahr 2024 entscheiden, würde dies die senegalesische Demokratie erneut vor eine ernsthafte Herausforderung stellen.